





**« ÉTATS-UNIS : CRISE DE LA DÉMOCRATIE ET AVENIR DU  
« LEADERSHIP » AMÉRICAIN »**



## Sommaire

### *Introduction*

par M. Jean-Pierre Chevènement,

Président de la Fondation Res Publica ..... 7

« *Les évolutions de la pensée politique américaine et des deux grands partis au début de 2021* »

par Mme Laurence Nardon,

Chercheur, responsable du programme Amérique du Nord de l'Ifri, auteur de *Les États-Unis de Trump en 100 questions* (Tallandier, 2018)..... 10

« *L'influence culturelle des campus universitaires* »

par M. André Kaspi

Professeur émérite d'histoire des États-Unis à la Sorbonne (Université de Paris I), auteur, entre autres, de *Les Américains* (2 tomes, rééd. 2014, Points) et *Les Présidents américains*, en collaboration avec Hélène Harter (Tallandier, 2012)..... 16

« *La politique étrangère de la nouvelle administration Biden* »

par M. Renaud Girard,

Grand reporter, chroniqueur international au *Figaro*, auteur de *Quelle diplomatie pour la France ? Prendre les réalités telles qu'elles sont* (Le Cerf, 2017)..... 31

« *Crise de la démocratie et déclin de l'hégémonie américaine* »

Par M. Hubert Védrine,

Ancien ministre des Affaires étrangères, président de HV Conseil, auteur de *Dictionnaire amoureux de la géopolitique* (Plon, 2021)..... 37

Avec les interventions de

M. Alain Dejammet, ambassadeur de France, président du conseil scientifique de la Fondation Res Publica et M. Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.



Mesdames,  
Messieurs,  
Chers amis,

Je suis heureux d'accueillir les intervenants qui ont répondu à l'invitation de la Fondation Res Publica pour débattre sur le thème : « Crise de la démocratie et avenir du « *leadership* » américain ».

Mme Nardon, qui nous fera l'honneur de commencer, est responsable du programme Amérique du Nord de l'Ifri et auteur de l'ouvrage *Les États-Unis de Trump en 100 questions* (Tallandier, 2018), dont l'actualité demeure.

Nous entendrons ensuite M. le professeur Kaspi, qui nous a déjà guidés à plusieurs reprises dans nos colloques sur les voies d'une réflexion approfondie sur la société américaine<sup>1</sup>. Le professeur Kaspi est un historien bien connu, spécialiste des États-Unis, auteur, entre autres, des ouvrages *Les Américains* (2 tomes, rééd. 2014, Points) et *Les Présidents américains*, en collaboration avec Hélène Harter (Tallandier, 2012).

Lui succédera Renaud Girard, grand reporter, spécialiste de la politique étrangère au *Figaro*, qui a notamment écrit *Quelle diplomatie pour la France ? Prendre les réalités telles qu'elles sont* (éd. du Cerf, 2017)

Enfin la conclusion appartiendra à Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères de 1997 à 2002, dont le *Dictionnaire amoureux de la géopolitique* vient de paraître aux éditions Plon-Fayard.

La crise de la démocratie est une crise mondiale mais elle est particulièrement évidente aux États-Unis. On ne peut pas ne pas la relier à la crise de la globalisation mais aussi à d'autres phénomènes. Je pense à cette interpellation d'Arbatov, conseiller diplomatique de Gorbatchev, en 1989 : « Nous allons vous rendre le pire des services, nous allons vous priver d'ennemi ! ». Une certaine

---

<sup>1</sup> Le professeur Kaspi est intervenu lors de plusieurs colloques organisés par la Fondation Res Publica :

- « *Où va la société américaine ?* », le 4 décembre 2006
- « *La France et l'Europe dans les tenailles du G2 ?* », le 18 janvier 2010
- « *États-Unis, horizon 2017* » le 18 avril 2016
- « *Où vont les États-Unis ?* », le 29 janvier (NDLR)

désorientation des pays occidentaux se manifeste en Europe comme aux États-Unis. En France, avec les Gilets jaunes, en Allemagne avec l'AfD, en Grande-Bretagne avec le Brexit, en Espagne avec la Catalogne, en Italie avec la Ligue du Nord et le mouvement Cinq étoiles... Je pourrais développer très longuement.

Mme Nardon nous parlera des évolutions démographiques et sociologiques des États-Unis. Elle traitera aussi des évolutions politiques du Parti démocrate, de ce qu'il est en train de devenir, du Parti républicain, de Trump et du trumpisme. Elle décrira ce que l'on peut apercevoir de la politique économique, monétaire, sociale et énergétique du Président Biden. Les Démocrates vont-ils prendre en compte les problèmes posés par les classes laborieuses quelque peu délaissées à l'époque de la candidature de Mme Clinton ? Quand je dis « classes laborieuses », je ne parle pas seulement des classes ouvrières mais aussi des classes moyennes dont l'économiste Branko Milanović a montré qu'elles avaient particulièrement souffert aux États-Unis et en Europe depuis une quarantaine d'années<sup>2</sup>.

M. Kaspi, quant à lui, évaluera les fractures et les tensions de la société américaine. Cette crise de la démocratie est-elle seulement la crise des réseaux sociaux qui interviennent dans l'émergence de phénomènes comme *QAnon*, de la culture « *woke* », de la *Cancel culture* ? Les réseaux sociaux jouent un rôle manifeste mais ne cachent-ils pas quelque chose de plus puissant encore ? En effet, si les tensions sont exaspérées par tous ces mouvements que nous voyons proliférer, ceux-ci ne créent pas la crise qui a d'autres racines, plus profondes. Je demanderai à M. Kaspi s'il veut bien éclairer notre réflexion sur ce sujet et nous dire quel rapport il établit entre la crise de la démocratie américaine et la crise de la démocratie dans le monde. J'ai évoqué tout à l'heure la crise de la globalisation qui se traduit par la montée des inégalités et la paupérisation d'un certain nombre de couches sociales. Tout cela mérite d'être creusé. Quant à la pandémie, elle a sa dynamique propre mais je suggère de l'aborder par les conséquences qu'elle peut avoir dans les domaines économique, social et politique.

---

<sup>2</sup> Branko Milanovic, *Inégalités mondiales. Le destin des classes moyennes, les ultra-riches et l'égalité des chances*, trad. B. Mylondo, La Découverte, février. 2019. (NDLR)

Renaud Girard nous parlera de la politique étrangère de M. Biden. On ne pourra pas éviter de parler des rapports entre les États-Unis et la Chine. Mais je crois que l'un des centres d'intérêt privilégiés de Renaud Girard est le Moyen-Orient. Tandis que les États-Unis reviennent dans le JCPOA (accord de dénucléarisation de l'Iran), l'Iran réclame la fin des sanctions. Cette affaire-là peut-elle être correctement emmanchée ? Comment se traduit-elle dans les équilibres du Moyen-Orient ? On a quand même noté l'attitude de M. Trump vis-à-vis de Mohammed ben Salmane, prince héritier d'Arabie saoudite à l'occasion de l'assassinat de M. Khashoggi. Il y a aussi l'affaire du Yémen qui est à l'arrière-plan. Renaud Girard ne manquera pas de nous parler des aspects militaires. L'une des grandes questions qui me paraissent se poser aujourd'hui est de savoir si les États-Unis disposent encore – et jusqu'où ? – de moyens de coercition militaires. Bien entendu ils ont un énorme budget militaire (700 milliards de dollars), ils ont une arme nucléaire qu'ils raffinent avec la production de *Mininukes* (têtes nucléaires de faible puissance) mais qu'est-ce que cela signifie concrètement du point de vue de leurs capacités d'intervention ? Ce qui est frappant, si on se place sur la longue durée, c'est le retrait des États-Unis de l'Asie du Sud-Est d'abord et ensuite du monde arabo-musulman (l'Irak et maintenant l'Afghanistan, la Syrie). Comment l'aspect militaire inter-réagit-il avec les aspects de politique étrangère ?

Puis je me tournerai vers Hubert Védrine pour lui parler de la crise de la démocratie dans le monde. Comment l'interprète-t-il ? Quel avenir voit-il à la politique étrangère américaine, à l'hégémonie américaine dans le monde ? Cette hégémonie est-elle menacée ? Ou les États-Unis peuvent-ils reprendre le dessus ? Quelle est la place pour l'Europe dans la rivalité sino-américaine ? Comment pouvons-nous tirer notre épingle du jeu ? Est-ce encore possible ?

Je me tourne d'abord vers Mme Nardon.

*Les évolutions de la pensée politique américaine et des deux grands partis au début de 2021*

Merci beaucoup. Je suis très honorée d'être parmi vous.

J'ai lu aujourd'hui dans le *New York Times* que le *American Rescue Plan*, grand projet de loi de 1,9 trillion de dollars, est en train d'être voté au Congrès. C'est l'un des premiers accomplissements de l'administration Biden, d'autant plus important que, si tout va bien pour Biden, ce plan sera suivi d'ici quelques mois du vote d'une autre loi extrêmement généreuse, son fameux « *Build Back Better* » (2 à 3 trillions de dollars) qui vise à relancer un programme d'infrastructures dans le respect de normes environnementales renforcées, remettant en route une machine extrêmement importante dirigée par l'État.

Avec l'arrivée de l'administration Biden à la Maison Blanche on voit enfin s'inverser le cycle libéral (au sens français du terme) qui était en place aux États-Unis depuis Reagan, depuis les années 1980. On semble revenir au keynésianisme dans le domaine économique.

L'histoire américaine peut être vue comme une succession de phases plutôt sociales, pendant lesquelles le rôle de l'État est mis en valeur, et de phases plutôt libérales où l'intervention de l'État est considérée comme illégitime. Le *Gilded Age*, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, avait été suivi de l'ère progressiste. Puis une nouvelle phase de grande dérégulation avait abouti à la crise de 1929. S'ensuivit la phase du *New Deal* des années 1930 et de la *Great Society* de L. B. Johnson dans les années 1960. Grâce à des lois de redistribution sociale, les États-Unis arrivent à une égalité maximale des conditions à la fin des années 1960, avant que le pendule ne reparte dans l'autre sens avec les années 1980 et la révolution libérale de Ronald Reagan qui, délégitimant aussi bien l'État fédéral que les États fédérés, dérégule à tout va. On se souvient de la théorie du ruissellement (*trickle down theory*), clé de voûte de sa politique économique. À la veille de la crise financière de 2007-2008, les États-Unis étaient revenus à un niveau d'inégalités sociales comparable à celui de 1929.

La crise de 2007-2008 apparaît comme un déclencheur dans la philosophie politique américaine. Les Américains se rendent compte qu'ils se sont fait avoir par le système reaganien et que les inégalités sociales sont redevenues insupportables. Cette prise de conscience concerne les deux côtés du spectre politique. À la droite du Parti républicain, le mouvement *Tea Party* rassemble à partir de 2009 les populistes de droite anti-élites. À gauche, le mouvement *Occupy Wall Street*, qui culmine en 2011, préfigure un peu le mouvement « Nuit debout » que nous connaissons en France un peu plus tard. Tous sont opposés au libre-échange qu'ils considèrent comme la source de tous leurs maux.

Cette prise de conscience déclenchée par la crise de 2007-2008 n'avait pas eu jusqu'à ce jour de traduction concrète dans les programmes politiques. Donald Trump s'est fait élire en 2016 sur un programme populiste de droite (anti-immigration) mais aussi de gauche, promettant de remettre en route l'ascenseur social au bénéfice de la classe moyenne blanche peu ou pas diplômée (les sociologues américains parlent aussi de *Working Class*, classe ouvrière, pour désigner cette catégorie de population). Trump promettait la lune à ces *Working Class* qui, le voyant comme leur champion, ont voté pour lui aux côtés des conservateurs. Mais, une fois élu, Trump n'a pas tenu ses promesses vis-à-vis de cette population qui avait tant souffert du déclassé social. Sa réforme fiscale de décembre 2017 mettait en avant un certain nombre de petites mesures phares favorables aux classes moyennes. Mais, censée créer de l'emploi, l'essentiel de cette réforme bénéficiait aux grandes entreprises et aux grandes fortunes du pays. C'était une sorte de trahison pour ces classes moyennes qui lui avaient donné leurs voix. Pourtant, selon les États, une partie de ces classes moyennes ont de nouveau voté pour Trump en 2020, d'autres se prononçant pour Joe Biden.

Avec les lois de grande relance que l'administration Biden va faire voter dans le cadre de « *Build Back Better* » nous voyons enfin l'arrivée aux affaires de gens qui veulent restaurer le rôle de l'État au profit de la classe moyenne.

Le Parti démocrate semble pour l'instant afficher une certaine unité, plutôt efficace, dans la mise en route de l'administration Biden. C'est peut-être temporaire, on va voir ce qui se passe dans les mois qui viennent. Les équipes nommées par Biden rassemblent des gens qui viennent de son courant, un courant très centriste, très traditionnel, très libéral (pas vraiment des communistes avec le couteau entre les dents). Parmi eux, un certain nombre de personnes ont cependant évolué sur les questions économiques. La secrétaire au

Trésor Janet Yellen, qui prônait plutôt l'orthodoxie budgétaire quand elle présidait la Fed, semble aujourd'hui beaucoup plus attentive aux attentes de la classe moyenne. « *We need to go big* », aurait-elle déclaré en parlant des plans de relance, se prononçant pour une relance très importante sans plus se soucier de la dette fédérale. L'orthodoxie budgétaire est véritablement passée par la fenêtre ! Autre exemple, Jake Sullivan, conseiller pour les questions de sécurité nationale (*National Security Advisor*) était membre de l'administration Clinton. Il était alors un libéral bon teint qui, ne dérogeant pas à la doxa, tenait que tout le monde ne pouvait que gagner au libre-échange. Après avoir participé à un groupe de travail du *Carnegie Endowment* sur la question du libre-échange il aurait changé d'avis et prône désormais le protectionnisme, arguant que la politique commerciale des États-Unis ne doit pas nuire aux classes ouvrières américaines, ce qui constitue un changement à 180° par rapport aux positions de l'*establishment* démocrate en 2016 ! À côté de ce courant modéré, dont certains membres ont donc changé d'avis, il y a évidemment au sein du Parti démocrate le courant radical (Bernie Sanders, Elizabeth Warren, Alexandria Ocasio-Cortez, etc.).

En même temps, Joe Biden a nommé Gina Raimondo au poste de secrétaire au Commerce, une femme d'affaires dont je pense qu'elle ne sera pas trop protectionniste. Mais en revanche, la *United States Trade Representative* (USTR), la représentante au commerce américaine est Katherine Tai, une Américaine d'origine chinoise de Taïwan qui a déjà travaillé sous Trump à la refonte de l'Alena (traité de commerce entre le Canada, les États-Unis et le Mexique). En effet, Donald Trump avait exigé une réécriture de ce traité pour que l'intérêt des travailleurs américains soit mieux défendu. Au poste d'USTR elle va certainement continuer sur cette lancée qui, si elle n'est pas absolument protectionniste, vise quand même la mise en place d'un libre-échange « régulé ». On est donc dans un changement d'ère très intéressant au sein du Parti démocrate sur les questions économiques.

S'il y a une césure entre modérés et radicaux chez les Démocrates, il y en a une aussi, plus cachée, chez les Républicains. Aujourd'hui on peut dire que Donald Trump domine complètement le Parti républicain. Les modérés du Parti républicain qui n'aiment pas Trump restent très silencieux. Peut-on parler d'intimidation de la part du Trump à leur égard ? Il a eu des mots très durs pour Mitt Romney, l'un des très rares sénateurs modérés à lui tenir tête. Les sénateurs

et représentants qui ont osé s'opposer à Trump dans les votes récents sur son second procès en destitution ne sont pas très nombreux. Trump s'en est pris à eux nommément lors de son discours du weekend dernier au CPAC, la conférence des ultra-conservateurs américains (les Français diraient des réactionnaires), rattachés aux mouvances évangéliques et charismatiques, qui tiennent leur « grand-messe » tous les ans au mois de février depuis 1974. Extrêmement silencieux depuis son départ de la Maison Blanche le 20 janvier (son compte *Twitter* est suspendu de manière définitive), Donald Trump a fait son grand retour le weekend dernier lors de cette conférence CPAC qui se tenait en Floride où les règles de distanciation sociale sont très détendues par rapport à Washington... et qui se trouve être à proximité du lieu de résidence de Trump. Dans son discours de retour, il a donc maintenu la thèse d'une fraude massive qui lui aurait coûté sa victoire honnêtement gagnée. Et il a nommé un par un les Républicains du Sénat et de la Chambre des représentants qui avaient osé dire que l'élection de Joe Biden n'était pas volée, s'attardant sur Liz Cheney, représentante du Wyoming, sur Mitt Romney... proférant à leur égard des attaques *ad hominem* très inquiétantes.

Liz Cheney, fille du vice-président néo-conservateur Dick Cheney, est passée du côté des modérés aux yeux de Trump. Cette aile modérée du Parti républicain est aujourd'hui très réduite. Le 6 janvier, date de la prise d'assaut du Capitole, on a pu croire qu'ils allaient enfin relever la tête et reprendre un peu de poil de la bête : Mitch McConnell, le chef du groupe des Républicains au Sénat et Mike Pence, vice-président, avaient ce jour-là reconnu publiquement l'élection de Joe Biden comme légitime. Dans les jours qui ont suivi, on a pu croire que Trump était fini et que les modérés du Parti républicain allaient reprendre l'ascendant. Puis on s'est rendu compte qu'ils louvoyaient assez rapidement et que c'était un feu de paille. Dernier élément d'espoir pour les modérés républicains : début février, l'agence Reuters annonce qu'environ 120 Républicains modérés, ex-élus, ex-membres des administrations Trump et Bush, se sont réunis en téléconférence pour discuter de la création d'un troisième parti, de centre-droit, aux États-Unis. Mais dans ce pays bipartisan, créer un troisième parti est quasiment impossible, cela ne s'est fait que deux ou trois fois depuis 1789, je ne suis pas sûre que ce soit une solution très facile. Cette aile modérée reste donc très faible et n'a pas vraiment relevé la tête pour l'instant.

Concernant la politique énergétique, contrairement à Donald Trump, Joe Biden n'est pas climatosceptique. Comme annoncé, les États-Unis sont revenus dans les accords de Paris dès le jour de son élection et un agenda extrêmement ambitieux envisage la neutralité carbone du secteur énergétique en 2035 et la neutralité carbone totale du pays en 2050. Le tournant énergétique sera pris vers le renouvelable, « *away from fossil energies* », avec la mise en route du plan « *Build Back Better* ».

RENAUD GIRARD

... et la remise en cause du projet d'oléoduc Keystone XL reliant la province d'Alberta au Canada et les raffineries du Golfe du Mexique aux États-Unis, dont Joe Biden s'est excusé auprès du Premier ministre Trudeau.

ALAIN DEJAMMET

Mais il n'a pas remis en cause la possibilité d'exploiter par fractionnement hydraulique les réserves fossiles de la Pennsylvanie. Lors du débat l'opposant à Donald Trump, ce dernier l'avait interrogé plusieurs fois sur cette question pour le mettre en difficulté et il n'avait pas répondu. Il semblerait que, sur le fractionnement hydraulique, anathème pour les écologistes, il ait une attitude beaucoup plus réservée, peut-être pour certains beaucoup plus réaliste. L'énergie est un chapitre intéressant, sur lequel il peut évoluer.

LAURENCE NARDON

Il a quand même mis un moratoire immédiat sur tout ce qui est « *fracking* » sur les terres fédérales. Mais, vous avez raison, il n'a pas été jusqu'à mettre en route le projet très ambitieux de « *Green New Deal* » de Mme Ocasio-Cortez.

ALAIN DEJAMMET

Il y a des nuances.

Quant à Liz Cheney, elle a effectivement pris des positions qui ont déplu souverainement à Trump mais elle est la fille d'un personnage, Dick Cheney, lequel est le diable absolu pour Joe Biden qui lui reproche de l'avoir entraîné à commettre ce qu'il appelle lui-même une « faute personnelle » puisqu'il s'était finalement déclaré favorable à la décision des Républicains d'envahir militairement l'Irak. L'artisan était Bush mais Dick Cheney était très interventionniste. D'où l'hostilité viscérale que Biden voue à celui qu'il a décrit comme « dangereux » dans un livre, *Promises to keep*<sup>3</sup> écrit il y a quelques années. Mais il s'arrangera peut-être avec sa fille.

ANDRÉ KASPI

J'ajouterai que Liz Cheney est en position de faiblesse dans le Wyoming, un État très républicain qui n'apprécie pas beaucoup ses positions. Mais elle a le courage de les tenir. Cela dit, la population du Wyoming, qui élit deux sénateurs, est l'équivalent de celle de Toulouse.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Ayant connu Dick Cheney et sa femme, une spécialiste des questions d'éducation, je mesure ce que signifie, en termes d'évolution, le fait qu'on puisse parler de Liz Cheney comme « modérée » ! Mais les enfants ne sont pas obligés de suivre les opinions des parents.

Je donne la parole à Monsieur le professeur Kaspi pour essayer de répondre à toutes ces questions qui nous viennent à l'esprit.

---

<sup>3</sup> Joe Biden, *Promises to keep*, Random House Trade Paperbacks, 2007.

*L'influence culturelle des campus universitaires*

Tout d'abord, je dois vous remercier, M. Chevènement, de cette nouvelle invitation. Je suis avec beaucoup d'attention les travaux de la Fondation Res Publica dont je reçois régulièrement les publications.

Ce que je vais dire ne prétend pas répondre à l'ensemble des questions posées et je suis bien entendu ouvert à toutes les objections que l'on voudra avancer.

La société américaine nous fascine à tel point que nous sommes aussi bien informés que beaucoup d'Américains sur l'actualité des États-Unis que nous suivons au jour le jour. Lors des élections présidentielles les Français se sont divisés, avec une forte majorité en faveur de Joe Biden. De même nous importons les conflits culturels qui agitent les États-Unis. Nous vivons si bien à l'heure américaine que nous sommes littéralement dominés par la langue américaine. Je ne peux pas ne pas déplorer ce qui me semble une perte dans l'identité française. Travaillant depuis de longues années sur les États-Unis, je ne me sens pas pour cela plus américain que les Américains. Je suis simplement un Français qui observe les États-Unis.

La société américaine est profondément fracturée. Les divisions profondes au sein de la société américaine se sont exprimées au moment des élections, opposant les partisans de Biden (élu avec 81 millions de suffrages) aux partisans de Trump qui a obtenu 74 millions de voix, soit 12 millions de plus qu'en 2016 ! Les États-Unis sont donc divisés en deux camps opposés même si on peut penser que certains électeurs républicains ont peut-être tendance à modérer leur trumpisme après ce qui s'est passé le 6 janvier au Capitole.

Ces fractures dessinent deux camps sur les grands problèmes qui touchent la société américaine.

L'immigration, par exemple, revient au cœur des préoccupations, notamment avec l'afflux d'enfants provenant d'Amérique latine. Que va faire Joe Biden ? Donald Trump voulait construire un mur aux frais du Mexique. Il n'a pas construit de mur et, bien entendu, le Mexique n'aurait pas payé. Mais il a quand même un peu avancé dans la construction de ce qui n'est pas un mur mais une barrière. Aujourd'hui c'est considéré comme contraire à la philosophie dominante.

L'avortement est une cause de division profonde dans la société américaine.

C'est vrai aussi pour les armes à feu. Il est question de proposer une loi sur la limitation des armes à feu. C'est un problème très compliqué parce les législations diffèrent selon les États. Tout n'est pas concentré entre les mains du pouvoir fédéral.

On pourrait parler des divisions sur le sujet de la peine de mort (abolie en France depuis quarante ans). Même si beaucoup d'États américains sont en train de la supprimer ou ne l'appliquent pas, dix-sept exécutions capitales ont eu lieu en 2020. Et au tout début de l'année 2021, pour la première fois depuis 1953, une femme, Liza Montgomery, a été exécutée dans le cadre d'une prison fédérale pour avoir assassiné une femme enceinte dont elle avait ouvert le ventre pour voler le bébé. Là encore, c'est une cause de dissension à l'intérieur même de la société américaine.

Je me suis demandé comment expliquer ces divergences qui opposent une société à une autre ? Ces divisions ne recouvrent pas forcément l'opposition Républicains/Démocrates. Chacun de ces deux camps peut être divisé sur ces sujets.

On n'insiste pas suffisamment sur l'importance des campus américains. La population étudiante représente aux États-Unis 20 millions de jeunes gens (sur 330 millions d'habitants). Sur ces 20 millions, 17 millions d'*undergraduates* et 3 millions de *graduates*. Ces universités sont majoritairement situées en Californie, au Texas, à New York, en Floride. Alors que jusqu'au début du XXI<sup>e</sup> siècle les garçons étaient beaucoup plus représentés que les filles dans les universités on compte aujourd'hui 11 300 000 filles pour 8 600 000 garçons. D'autre part, les « Blancs » (les Américains classent les gens en fonction de leur « race », de la couleur de leur peau) sont aujourd'hui, sur le point d'être minoritaires dans les universités. Ils représentent encore 53 % des étudiants mais le nombre des « non-blancs » augmente. Les hispaniques sont aujourd'hui 3 600 000 (on distingue les Hispaniques d'origine espagnole et les Hispaniques « non-blancs »), les Noirs 2 600 000 et certaines universités mettent des limites à l'entrée des Asiatiques, réputés pour être des étudiants particulièrement brillants.

La question qui se pose est de savoir à quoi sert ce classement en fonction de la race. Pour QAnon ou la droite alternative (*Alt-Right*) la race blanche est très distincte. Par exemple, pour l'*Alt-Right* les Juifs ne sont pas des Blancs. Les statistiques américaines sont très compliquées. Mais, en tout état de cause, si, dans

les universités, les Blancs sont encore majoritaires, ils vont cesser de l'être. Le même phénomène s'observe dans la population américaine : aujourd'hui 62 % d'Américains sont classés comme blancs, ils ne seront que 45 % en 2060, les Hispaniques constitueront alors 27 % de la population américaine, les Noirs, 15 % (au lieu de 13 % aujourd'hui), et les Asiatiques 9,1 % (contre 5,67 % aujourd'hui).

ALAIN DEJAMMET

La progression de la part de la population d'origine asiatique est due à l'immigration. Les Américains prennent d'ailleurs des mesures particulières contre une immigration asiatique jugée excessive. Il ne s'agit pas seulement des Vietnamiens et des Chinois mais aussi des Afghans, des Philippins, des Indiens (Kamala Harris est de mère indienne) ...

Les remarques que vous avez faites à propos de la démographie sont très importantes parce que certains brandissent des statistiques selon lesquelles dans quelques années la majorité de la population américaine sera « non-blanche » pour susciter une inquiétude. C'est une des raisons pour lesquelles nous devons nous déprendre de la béatitude - que vous avez condamnée au départ - avec laquelle nous recevons parfois les informations américaines. Sur ces questions de « race », de couleur de peau, nous n'avons pas en France, ni en Europe en général, les mêmes craintes, les mêmes appréhensions parce que nous n'avons pas le même regard que les Américains (qui, statistiquement, absurdement, classent les Hispaniques comme des « non-blancs »).

ANDRÉ KASPI

Ce que je veux dire c'est que l'idée que nous avons de la population américaine devrait changer à mesure que les années passent, précisément parce que les statistiques montrent que la population blanche va se trouver en position minoritaire.

RENAUD GIRARD

Depuis quinze ans la majorité des enfants qui naissent aux États-Unis sont des « non-blancs ».

LAURENCE NARDON

J'ai passé un moment à étudier le recensement décennal de 2020 qui recèle des informations toutes fraîches sur ces questions. Il faut savoir que le bureau du recensement utilise le terme de « race » en lui donnant une définition bien précise : celle de l'origine des personnes au sens géographique du terme, c'est-à-dire l'endroit d'où viennent leurs ancêtres. C'est pourquoi le classement des Hispaniques (ou *latinos*) pose problème. En effet, ils peuvent être à la fois des Amérindiens d'Amérique du Sud ou des Espagnols venus d'Europe (avec différentes couleurs de peau). Cette double origine géographique conduit donc le bureau du recensement à parler non de « race » mais d'« origine culturelle » pour cette catégorie de population.

ANDRÉ KASPI

Il est interdit de mentionner les origines raciales en France. Le mot « race » nous fait bondir parce qu'il nous rappelle des périodes dramatiques. Aux États-Unis il est considéré comme tout à fait normal de classer les personnes en fonction des races. Toutefois, il ne s'agit pas d'un classement scientifique mais déclaratif. Dans bon nombre de cas, les origines sont doubles, voire triples ou quadruples... et les personnes concernées cochent la case de leur choix (Barack Obama coche la case « noir »). Seuls, quelques mouvements radicaux, comme la droite alternative, peu nombreuse mais très bruyante, souhaiteraient donner une valeur scientifique à l'appartenance à la race blanche.

LAURENCE NARDON

Pourtant, le président des « *Proud Boys* » (organisation néo-fasciste américaine qui prétend « défendre les valeurs de l'Occident ») (Enrique Tarrio) est *latino*, ce que peu de gens savent.

RENAUD GIRARD

Un grand nombre de *latinos* se sont ralliés à Trump, y compris à la faveur de son mandat.

ANDRÉ KASPI

Certains Noirs se sont aussi ralliés à Trump.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Cette question incidente est très intéressante car elle permet de voir que le concept de race, très important aux États-Unis, n'a pas de définition scientifique, ni aux États-Unis ni en Europe, ce qui conforte la doctrine républicaine française qui consiste à l'ignorer.

ANDRÉ KASPI

Mais il n'y a aucune chance pour que les Américains renoncent à la notion de race, même si elle est imprécise, même si elle est conçue différemment suivant les tendances politiques de ceux qui utilisent ce concept. Il faut se référer aux statistiques officielles du bureau du recensement.

LAURENCE NARDON

L'une des grandes surprises du recensement décennal de 2020 a été de révéler l'explosion des mariages mixtes, assez rares jusque-là, principalement entre Blancs et *Latinos*, entre Noirs et *Latinos*, entre Blancs et Asiatiques, un peu moins fréquents entre Blancs et Noirs.

ANDRÉ KASPI

Reste que, sur les campus, les étudiants veulent qu'on parle d'eux, de leurs origines, de leur histoire. C'est ainsi que se développent les « études ethniques », les « études de genre », le mot « genre » désignant aussi ceux qu'on appelle les LGBTQIA (*lesbian, gay, bisexual, transgendered, queer, intersexual or asexual*), ce qui engendre une complexité considérable aux dépens d'une perspective plus générale. Les études culturelles, ethniques, les études de genre... sont aujourd'hui prioritaires sur les campus et contribuent à restreindre la vision d'ensemble que les étudiants pourraient avoir. Il en résulte une histoire des États-Unis déformée. Un exemple : il y a presque deux ans le *New York Times* a publié une grande enquête faisant remonter à 1619, date de l'arrivée des premiers esclaves en Virginie, la naissance des États-Unis. 1619, pas 1776, date de la séparation avec l'Angleterre ! Cela revient à fonder l'histoire des États-Unis sur l'esclavage. Comment, alors, expliquer la séparation d'avec l'Angleterre ? Les propriétaires d'esclaves craignaient-ils que les Anglais n'abolissent l'esclavage ? Peu vraisemblable : les Anglais n'ont aboli l'esclavage que beaucoup plus tard. Abraham Lincoln lui-même, le président assassiné précisément parce qu'il avait gagné la guerre de Sécession, est considéré comme insuffisamment volontaire pour défendre la population noire ! Cette grande figure est donc vue comme une conséquence de l'esclavage. L'origine des États-Unis, en 1619 ou en 1776 continue à faire débat.

Nous discutons en France de l'importance de la Révolution française... nous débattons pour savoir s'il faut ou non commémorer Napoléon ... mais ces débats ne divisent pas les Français à ce point. Sur les campus américains, si vous ne défendez pas les causes brandies par la majorité des étudiants, vous êtes « annulé » (*cancelled*). J'ai lu que l'on utilise de plus en plus l'expression « culture du bâillon ».

Chaque groupe d'étudiants réclame des cours qui correspondent à ses intérêts intellectuels. *Le Figaro* a interviewé un professeur qui enseignait dans l'État du Washington. Dans son université, les étudiants ont réclamé l'instauration d'un « jour sans Blancs », le campus aux Noirs ! Ce professeur a protesté, a été menacé et a finalement dû démissionner.

ALAIN DEJAMMET

Nous avons tous entendu parler de Bret Weinstein, ce professeur qui a dû renoncer à enseigner dans la petite faculté d'Evergreen parce qu'il s'était opposé à une journée « sans Blancs ». On entend parler également d'une éditorialiste du *New York Times*, Barri Weiss, qui a dû démissionner à la suite d'intimidations de certains de ses collègues.

Vous avez parlé de l'importance des campus et rappelé le nombre d'étudiants aux États-Unis. Il serait intéressant de savoir si cette « culture du bâillon » est majoritaire. Un ami français à l'université de Columbia ne veut pas me répondre sur ce sujet de crainte d'être écouté. En revanche, un autre ami me dit à propos de sa fille qui étudie à cette université : « Elle file doux. »

Ce phénomène est-il massif au point d'influencer les jeunes étudiants de l'IEP de Grenoble qui ne tolèrent pas que leurs professeurs « deux hommes blancs non musulmans » aient l'indécence de vouloir s'exprimer sur le sujet de l'islamophobie ?

Des enquêtes existent. Mais quels en sont les résultats chiffrés ? Que se passe-t-il vraiment dans le Dakota du sud ?

Quelle est l'ampleur réelle de ce mouvement ?

ANDRÉ KASPI

Le Dakota du Sud n'est pas l'État le plus représentatif des États-Unis... encore qu'il soit très marqué par l'histoire américaine... Mais les exemples s'accumulent : Dakota du Sud, Californie, l'État du Washington sur la côte Pacifique... Ce phénomène touche à la fois la côte Atlantique (Columbia), le centre des États-Unis... Ces courants parcourent l'ensemble de la vie universitaire et sortent

des campus. C'est pourquoi j'ai commencé par parler des campus parce qu'ils exercent une influence sur la société américaine.

Les mouvements de protestation comme *#MeToo*, créé au moment de l'affaire Weinstein ou le mouvement *Black Lives Matter* (un procès vient de s'ouvrir à Minneapolis pour juger le policier responsable de la mort de George Floyd) montrent bien que les conceptions nées sur les campus gagnent la vie courante où l'on retrouve cette culture de l'« annulation » ou du « bâillon », cette volonté de défendre l'ethnicité. Le seul message de *Black Lives Matter* est qu'il faut défendre la « race » noire. Cela révèle l'influence des campus sur la vie quotidienne.

*Amazon* a dû supprimer sur son site un logo représentant une flèche avec différentes couleurs où certains ont reconnu un insigne hitlérien. Laurence Nardon a évoqué la réunion des « ultra-conservateurs » qui s'est tenue en Floride dans un hôtel de la chaîne Hyatt. Là encore, il a été dit que le décor de la tribune faisait allusion à des images hitlériennes (les Américains semblent obsédés par le nazisme).

Ces positions s'expriment notamment dans le *New York Times* (qui a décidé que *Black* s'écrivait avec une majuscule tandis que *white* conservait la minuscule !) Alain Dejammet a cité le cas de Bari Weiss, une journaliste qui a dû démissionner, après James Bennet, le responsable des pages « Opinions » qui l'avait embauchée, parce qu'il avait osé donner la parole à un sénateur républicain (Tom Cotton) qui n'est pas considéré comme un tendre.

À la Chambre des représentants, la présidente Nancy Pelosi impose maintenant un langage particulier : on ne doit plus dire « le fils de » ou « la fille de » mais il faut parler des « enfants de ». Il faut également ne pas utiliser les mots « homme » ou « femme » parce que la personne peut être intersexe ou transgenre. Tout un *speech code* s'impose donc.

Impossible, d'autre part, de citer *Autant en emporte le vent*, considéré comme un ouvrage favorable au ségrégationnisme, ni, dans la catégorie littérature enfantine, *Les aventures de Tom Sawyer* (Mark Twain)<sup>4</sup>, qui ne comprend pas l'importance de la population noire.

---

<sup>4</sup> L'éditeur américain NewSouth Books prévoit de rééditer deux des œuvres les plus connues de Mark Twain, *Les Aventures de Tom Sawyer* (1876) et *Les Aventures de Huckleberry Finn* (1884), en remplaçant le mot « *nigger* » (« *nègre* » dans les traductions françaises) par « *slave* » (« *esclave* »). (NDLR)

J. K. Rowling, la romancière anglaise qui a écrit *Harry Potter*, réputée de gauche, a suscité la polémique en affirmant la réalité du sexe biologique, ce qui lui a valu les foudres des transgenres.

HUBERT VÉDRINE

Les exemples sont innombrables. Comment évaluer ce mouvement ? Va-t-il durer ? Risque-t-il de tout submerger, tel un raz-de-marée ? « Le poisson pourrit par la tête », disait Mao Tsé-Toung. Cette citation est-elle en train de se réaliser ?

ANDRÉ KASPI

Ces *speech codes* s'imposent désormais partout, y compris en France. Ce mouvement va donc s'aggraver.

RENAUD GIRARD

Les États-Unis ont déjà connu des mouvements de folie, notamment le maccarthysme. Nous sommes maintenant face à un « maccarthysme de gauche ». Là encore, la folie consiste en un refus de prendre les réalités telles qu'elles sont. Et finalement le maccarthysme n'a pas duré...

ANDRÉ KASPI

Nous sommes dans une situation différente. McCarthy, personnage pittoresque qui aimait le whisky plus qu'autre chose, anathématisait les gens qu'il soupçonnait d'être communistes ou alliés des communistes. Mais le maccarthysme ne portait pas sur le langage. Le mouvement actuel s'en prend au langage, à la manière de concevoir les choses. Je crois que c'est plus profond que le maccarthysme.

Jean-Pierre Chevènement

Qu'en est-il de l'écriture inclusive ?

André Kaspi

Il n'y a pas d'écriture inclusive dans la langue anglaise où l'expression du féminin est beaucoup moins présente qu'en français (les adjectifs anglais sont invariables, l'article est unique). En revanche, le genre apparaît dans l'usage des adjectifs possessifs (*his, her*). Il faut donc désormais remplacer *his* ou *her* par *its*, c'est-à-dire un neutre.

Je constate que ce mouvement existe, qu'il est profond, qu'il perturbe toute la vie culturelle, intellectuelle, toute la vie quotidienne des Américains.

LAURENCE NARDON

Il s'agit d'une véritable révolution culturelle. Des séances de rééducation sont organisées dans les entreprises américaines pour sensibiliser les employés à ces sujets. On leur apprend qu'ils sont affectés du « privilège blanc » et que le racisme existe toujours, ce qui n'est pas faux mais cela prend une sorte de caractère idéologique généralisateur assez effrayant. Un certain nombre de personnages se font une fortune en organisant ces formations qui ressemblent pas mal à de la rééducation.

Sans doute y aura-t-il un coup de balancier dans l'autre sens à un moment...

ALAIN DEJAMMET

Joachim Imad qui a passé une année à l'Université de Californie il y a trois ans pourrait nous dire si, dans cette grande université ultramoderne et ultraprogressiste de la côte Ouest, il a senti s'amorcer un mouvement irrésistible.

Le pire n'est cependant – heureusement – pas toujours sûr. En 1968, un quartier entier de Washington, à trois cents mètres de la Maison Blanche avait été brûlé lors des émeutes après l'assassinat de Martin Luther King. Les 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> rues étaient en ruines. Beaucoup pensaient que l'Amérique était fichue... Il n'en fut rien (la fameuse, trop fameuse résilience).

JOACHIM IMAD

Ce mouvement vient de loin. Allan Bloom, dans *The Closing of the American Mind*<sup>5</sup>, l'avait anticipé. Ce disciple de Leo Strauss a très tôt compris que l'université américaine tendait, sous l'effet des passions démocratiques, à renoncer à son ambition première : la recherche du beau, du juste et du vrai, au profit d'un relativisme destructeur, d'un enseignement généralisé de l'ignorance et d'un politiquement correct appelé à se radicaliser sans cesse. Cette dérive s'est sans doute exacerbée dans les années 2000-2010, comme l'ont montré Greg Lukianoff et Jonathan Haidt dans leur récent essai *The Coddling of the American Mind*.

J'étudiais pour ma part à Santa Barbara au moment de l'élection de Donald Trump. J'ai donc pu mesurer pleinement le choc que celle-ci a représenté pour une large partie de la jeunesse américaine éduquée. La journée qui suivait cette élection avait été banalisée (assiduité aux cours rendue optionnelle, annulation d'examens, mise en place de dispositifs de soutien psychologique, etc.) et beaucoup allaient même jusqu'à comparer son élection au traumatisme du 11 septembre... Mes rares connaissances favorables à Donald Trump étaient étrangères à toute forme de militantisme mais suivaient de près des personnalités influentes auprès des conservateurs américains et de l'*Alt right*, à l'image de Ben Shapiro, de Milo Yiannopoulos ou encore de Jordan Peterson. Elles n'en parlaient néanmoins jamais en public ou sur les réseaux sociaux, de peur d'être frappées d'ostracisme. Bien souvent aux États-Unis, on ne débat en effet plus avec l'« adversaire » idéologique, mais on le combat et on cherche à le faire taire.

---

<sup>5</sup> Allan Bloom, *The Closing of the American Mind*, Simon & Schuster, 1987. La traduction française, *L'Âme désarmée*, a été éditée chez Julliard en 1987 puis rééditée aux éditions Les Belles Lettres en 2018. (NDLR)

Indéniablement, la gauche diversitaire est en position quasi hégémonique sur l'essentiel des grands campus américains. D'après différentes études d'opinions et compte tenu de ce que j'ai pu constater en étudiant sur place, je dirais qu'il y a environ 5 % d'étudiants se définissant comme conservateurs sur les campus américains (un chiffre sans doute moindre sur la côte Ouest...). À Santa Barbara comme à Los Angeles ou Berkeley, des hauts lieux du mouvement des droits civils dans les années 1960, 20 % à 30 % d'étudiants baignent dans les thèses que Jean-Pierre Le Goff qualifie de « gauchisme culturel »<sup>6</sup>. Une majorité d'étudiants, plutôt apathiques, se montrent peu préoccupés par la lutte contre la domination, et les questions de genre et de race mais, sous l'effet d'une forme de bien-pensance et d'une indéniable pression sociale, évitent à tout prix de faire des vagues. Les enseignants sont quant à eux l'objet d'une véritable injonction à être progressistes. Le moindre comportement jugé comme une « micro-agression » ou « une dérive » peut, sous l'effet notamment de foules en colère sur les réseaux sociaux, les marginaliser et ralentir, voire empêcher, leur progression académique.

À titre personnel, j'avais été frappé par le nombre de professeurs qui mettaient des autocollants *Safe Space*<sup>7</sup> sur leur bureau pour montrer, sincèrement ou par opportunisme, qu'ils souscrivaient à cette culture érigeant le droit de ne pas être offensé en dogme. Les « *trigger warnings* » (messages préventifs quant à de potentielles offenses) se sont également généralisés dans les salles de classe. Ces évolutions sont selon moi délétères pour la santé mentale des étudiants. Jamais les étudiants américains n'ont été aussi anxieux et déprimés qu'aujourd'hui, alors même que tout est fait pour les protéger psychologiquement. On devrait également s'interroger de toute urgence sur les conséquences de ces mutations du monde universitaire américain sur la vie des idées, la liberté d'enseignement et la liberté de manière générale. Comme disait Montaigne, il n'y a pas d'esprit critique possible si l'on ne peut « frotter et limer sa cervelle contre celle d'autrui ». Si l'on ne veille pas à instaurer des garde-fous, la politique des identités et le politiquement correct pourraient aggraver brutalement la crise des démocraties

---

<sup>6</sup> Jean-Pierre Le Goff, *Mai 68. L'héritage impossible*, Paris, La Découverte, 1998. (NDLR)

<sup>7</sup> Un *safe space* désigne un endroit débarrassé d'idéologies nauséabondes où les personnes habituellement marginalisées en raison de leur appartenance à certains groupes sociaux, peuvent communiquer autour de leurs expériences de marginalisation. (NDLR)

occidentales et précipiter le retour du tribalisme. N'oublions pas que beaucoup de ces phénomènes sont en cours d'importation en France...

ANDRÉ KASPI

Il ne faut pas oublier que bon nombre de ces évolutions proviennent de France. L'influence de Michel Foucault, qui a fait de très nombreux séjours aux États-Unis, est très forte sur le personnel enseignant, qui transmet aux étudiants. *Le deuxième sexe*, écrit par Simone de Beauvoir en 1949, est une des sources du féminisme américain. On pourrait parler aussi de l'influence de Jacques Derrida, Gilles Deleuze, Pierre Bourdieu, Jean-François Lyotard, Roland Barthes, Jacques Lacan... L'influence française se manifeste aussi dans la droite extrême des États-Unis qui s'inspire de la droite extrême française des années 1970-1980.

L'océan Atlantique n'est pas une barrière. La première fois que je suis allé aux États-Unis il m'a fallu cinq jours à bord du paquebot France. Aujourd'hui les idées passent des États-Unis en France en trois secondes.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

C'est moins vrai en sens inverse.

J'aimerais que vous précisiez en quoi la droite américaine a été influencée par les idées françaises.

ANDRÉ KASPI

La droite extrême française a inspiré tout ce qui concerne le nationalisme, la référence à la race, l'importance de la violence, même si la droite américaine n'a pas inventé la violence qui est constitutive de l'histoire des États-Unis. La droite alternative américaine a cessé de revendiquer cette origine française tout en ajoutant d'autres références.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Je suis très sceptique sur le fait qu'une fraction de la droite ou de l'extrême-droite française ait pu vraiment influencer la droite américaine.

ANDRÉ KASPI

Elle ne l'a pas influencé de la même manière que Michel Foucault ou Jacques Derrida qui enseignaient dans les universités américaines. L'influence de la droite française passe par des ouvrages auxquels l'extrême-droite américaine fait référence.

LAURENCE NARDON

Steve Bannon, conseiller très à droite, nationaliste, de Donald Trump cite Alain de Benoist et Renaud Camus parmi ses influences structurantes. Il parle ainsi régulièrement du Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne (GRECE), du Club de l'horloge, de la théorie du « grand remplacement ». Mais il est vrai que ce ne sont pas des gens qui ont pignon sur rue dans les universités américaines.

ALAIN DEJAMMET

Steve Bannon en parle en Europe pour se faire bien voir des amis de Renaud Camus, etc. Je suis moins sûr qu'il en parle également aux États-Unis.

On a heureusement d'autres professeurs, comme René Girard (qui a fait sa carrière aux États-Unis), ou Antoine Compagnon qui, j'en suis sûr, ont diffusé d'autres idées.

RENAUD GIRARD

Heureusement René Girard et Claude Lévi-Strauss, deux grands penseurs français – qui ne sont pas de gauche – ont eu et ont toujours un très grand impact sur les étudiants, même si ce n'est pas cette pensée qui monte en ce moment.

ANDRÉ KASPI

Je voulais vous montrer, mais vous le saviez déjà, que rien de ce qui se passe aux États-Unis ne nous est étranger et qu'il y a bien entre les deux rives de l'Atlantique une sorte de communauté qui se crée aussi bien du point de vue de ce qu'on pourrait appeler les changements culturels que du point de vue de la réaction proprement dite. Que ce soit du côté de l'ultra-gauche ou de l'ultra-droite il y a beaucoup de liens entre la France et les États-Unis. On peut s'en réjouir, on peut le déplorer, c'est un fait, ça fait partie de notre époque.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur le professeur, de ces vues suggestives.

Je me permettrai de les nuancer en disant que le passage se fait plutôt d'Ouest en Est que d'Est en Ouest. En effet, l'influence américaine sociétale est formidable, elle retentit sur nos manières de voir et de sentir dans beaucoup de domaines que je ne vais pas énumérer. L'influence de l'*intelligentsia* française est quand même beaucoup plus réduite et il faudrait la pondérer. Peut-être que des gens comme René Girard ont une grande influence. Je ne le mettrai pas dans le même sac qu'un Roland Barthes...

ANDRÉ KASPI

L'influence américaine, très forte en effet, déferle par les moyens de communication. Ce sont les GAFAM qui constituent aujourd'hui la base de notre société. Si on y ajoute le succès que remporte une plate-forme comme *Netflix*, on

mesure l'influence qu'exercent sur la France les États-Unis qui disposent de moyens autrement plus puissants que les nôtres.

Vous avez parfaitement raison de dire que l'influence se fait aujourd'hui d'Ouest en Est mais aux origines elle s'exerçait d'Est en Ouest. Ce qui veut dire, encore une fois, que l'océan Atlantique n'est pas une barrière, au contraire, c'est un lieu de passage.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Merci, Monsieur le professeur.

Ce point mérite d'être creusé. La manière dont les Américains pensent les catégories raciales est en train de traverser l'Atlantique et se répand dans la société française, suscitant un puissant mouvement, en particulier chez ceux que l'on appelle les « décoloniaux », porté par une minorité aujourd'hui restreinte mais qui pourrait devenir beaucoup plus importante si nous n'y prenions pas garde intellectuellement parlant dans les années à venir.

Il s'est dit beaucoup de choses intéressantes de la part de Mme Nardon et du professeur Kaspi.

Nous passons à un aspect plus politique : l'avenir de l'hégémonie américaine.

Je donne la parole à Renaud Girard.

RENAUD GIRARD

### ***La politique étrangère de la nouvelle administration Biden***

On m'a demandé de parler de la nouvelle politique étrangère américaine de l'administration Biden dont nous commençons à voir les contours.

En géopolitique il faut prendre très au sérieux ce que disent les responsables des États. « *America is back* », a déclaré Joe Biden à ses partenaires occidentaux le 19 février 2021, lors du G7 qui se tenait par visioconférence. Un slogan différent du « *America first* » de la politique trumpienne dont la priorité était de défendre

et de favoriser les intérêts de l'Amérique sans pour autant chercher à compromettre les relations avec les partenaires extérieurs.

L'Amérique « *is back* » auprès de ses alliés pour discuter avec eux, avec, évidemment, l'idée américaine très ancienne du « *leadership* » naturel de l'Amérique, pays béni de Dieu. « Une terre promise », rappelle le titre des mémoires de Barack Obama (2020). Et Joe Biden ne met pas sa foi chrétienne dans sa poche : on l'a vu faire un signe de croix lors de l'hommage aux 500 000 morts américains du Covid. L'Amérique est la « nouvelle Jérusalem » à qui Dieu a donné la mission de sauver l'ancien monde (l'Europe), puis le monde entier, de sa corruption naturelle. D'où les lois de sanctions, notamment le *Foreign Corrupt Practices Act* (1977) qui va continuer à être appliqué sévèrement par cette nation de juristes. En effet, Comme l'écrivait Tocqueville, les Américains sont des *lawyers* convaincus que leur droit dit le Bien et doit donc s'appliquer partout dans le monde. Trump était un peu indifférent à cette thématique et se situait plutôt dans le rapport de force, mais Joe Biden s'inscrit complètement dans le « *leadership* » du Bien.

Au mot « multilatéralisme » il faut ajouter l'idée du « *leadership* », pour définir cette nouvelle politique américaine. On revient dans toutes les enceintes, que l'on respecte. Vis-à-vis de l'Europe par exemple, lors d'une conversation téléphonique entre Ursula von der Leyen et Joe Biden, décision a été prise de suspendre la guerre commerciale déclenchée par Donald Trump pour la soumettre à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

On revient au multilatéralisme mais aussi au réalisme. C'est la grande différence avec le néo-conservatisme, ce mouvement démocrate, incarné par le sénateur Jackson (et peut-être un peu par les clintoniens), né à gauche avant de passer chez les reaganis et chez Bush « 43 » (alors que son père, un réaliste, était le contraire d'un néoconservateur). Les néo-conservateurs considèrent que la justice et la démocratie, des exigences plus importantes que la paix, doivent être défendues par cette « nouvelle Jérusalem » qu'est l'Amérique.

Avant d'inspirer G. W. Bush junior, ce néo-conservatisme avait inspiré Bill Clinton : la diplomatie de Madeleine Albright comportait en effet une certaine dose de moralisme et de volonté d'exporter la démocratie par la force. Le président Clinton avait expliqué le déclenchement de l'intervention militaire de l'OTAN en Yougoslavie, contre la Serbie et le Monténégro, par la volonté de faire

du Kosovo une terre à la fois multiethnique et pacifique. Je ne suis pas sûr que le Kosovo, dont tous les Serbes et les Tziganes ont été expulsés de force devant les soldats de l'OTAN et du Kosovo « pacifié », soit aujourd'hui multiethnique. Je me demande même s'il n'est pas devenu un « *hub* » de criminalité.

Imposer la démocratie : cette prescription néo-conservatrice a été décuplée avec l'invasion de l'Irak décidée par G. W. Bush junior, dans la perspective d'un « Grand Moyen-Orient » démocratique, une idée approuvée par une très grande majorité de démocrates, à l'exception notoire et singulière de Barack Obama qui n'était d'ailleurs pas encore au Congrès lors du vote sur l'intervention militaire en Irak.

Lors d'une intervention récente Antony Blinken (Secrétaire d'État, chef de la diplomatie américaine) a annoncé que, prenant acte de l'échec de ces interventions humanitaires de la « nouvelle Jérusalem », les Américains renonçaient au néo-conservatisme. Nous retrouvons là le pragmatisme des Américains et leur capacité à corriger très rapidement leurs erreurs.

Je rappellerai à cet égard un épisode de notre histoire. Le 14 juin 1944, Charles de Gaulle débarque sur la plage de Courseulles après avoir traversé la Manche à bord du contre-torpilleur « La Combattante », un navire de la Marine Française Libre. Il rencontre le général Montgomery avant de se rendre à Bayeux (libérée le 7 juin) où une foule immense l'acclame et chante la « Marseillaise ». Les Américains, qui l'avaient écarté des préparatifs du débarquement, s'y résignent : c'est de Gaulle qui incarne désormais la France aux yeux des Français, déjouant l'A.M.G.O.T. (*Allied Military Government of the Occupated Territories*), le plan qu'ils avaient défini pour imposer dans les pays « *libérés de l'occupant nazi* » un gouvernement militaire allié, afin d'assurer une transition pour un retour à la « *démocratie* ». Le général Montgomery abandonne aussitôt l'idée d'encercler Caen et fait stopper l'offensive du premier corps au nord-est de la ville. Le gouvernement provisoire de la République française s'installe à Bayeux le même jour. Eisenhower, alors commandant en chef des forces américaines en Europe, qui aimait bien De Gaulle, change de politique : on oublie l'A.M.G.O.T. De Gaulle revient à Alger mais les Américains lui envoient un avion à quatre hélices (gros bombardier transformé) pour le ramener à Washington où il atterrit le 6 juillet 1944, accueilli par dix-sept coups de canon ! Plus tard il est reçu par Roosevelt à la Maison Blanche.

Les Américains sont donc capables de changer très rapidement. Il s'agit cette fois d'un changement radical : ils renoncent à faire du « *Regime Change* »,

c'est-à-dire à instaurer la « démocratie » en intervenant militairement contre une « dictature » comme ils l'ont fait précédemment (de l'Irak à la Libye en passant par la Serbie). Cela ne les empêche pas de considérer qu'un départ précipité d'Afghanistan pourrait être une erreur stratégique aussi importante que l'intervention elle-même. Doutant, à juste titre, que les Talibans respectent leur parole, ils maintiennent 9000 militaires américains sur le sol afghan. Pour le moment, ils examinent l'accord de Doha passé par l'administration Trump qui redonne le pouvoir aux Talibans.

Désigner la Chine comme le principal rival stratégique des États-Unis, vouloir mettre un terme à l'hégémonisme commercial chinois et à l'hégémonisme militaire en mer de la Chine méridionale et en Asie du Sud-Est : cette politique trumpienne est intégralement reprise par Biden, qui, à cet égard, fait preuve de moins de naïveté que Barack Obama. Ce sont les mêmes hommes mais ils tirent les leçons de leurs échecs de leurs erreurs. En 2015, Xi Jinping avait admis devant la presse avoir accaparé les archipels Spratleys et Paracels, en mer de Chine méridionale, déclarant vouloir en faire des bases de sécurité civile et niant toute intention de les militariser. Depuis, nos amis chinois, à qui il arrive de ne pas tenir parole, y ont installé des bombardiers stratégiques et des missiles. Devant cette situation les Américains ont montré une certaine fermeté. Les Chinois ont été extrêmement énervés de voir que la représentante de Taïwan avait été invitée officiellement à la cérémonie d'investiture de Joe Biden, ce qui n'était pas le cas en 2017. Et lorsqu'ils ont réagi par des incursions aériennes dans le détroit de Formose, Joe Biden a immédiatement donné l'ordre à l'escadre de cingler vers le détroit de Formose pour décourager toute initiative chinoise.

Je m'interroge à ce sujet. Si les Chinois étaient tentés, pour une raison ou une autre, de prendre par la force Taïwan, une démocratie présidée par Mme Tsai Ing-wen, très bien élue (57 % des voix) et très combative, la flotte américaine s'interposerait-elle ?

Les responsables de la nouvelle administration américaine ne vont pas faire de cadeau aux grandes puissances autoritaires mais ils sont réalistes et vont leur parler.

Ils ne vont sûrement pas faire de cadeau à la Russie. Ils vont reparler d'une intégration de la Géorgie - et même de l'Ukraine - au sein de l'OTAN. Au sommet de l'OTAN de Bucarest, en avril 2008, nous, Français et Allemands, avions mis un

veto timide à cette adhésion, nous en excusant presque, au lieu d'opposer un « Non » ferme. La France n'a pas été capable de dire que l'Ukraine et la Géorgie n'avaient pas vocation à entrer dans l'OTAN ! Or Antony Blinken remet le sujet de la Géorgie et de l'Ukraine à l'ordre du jour (on verra comment nous répondrons à cela). Mais le réaliste qu'il est sait prendre les avantages qu'il peut prendre à la Russie et, dès leur première conversation téléphonique, le 26 janvier 2021, Biden et Poutine se sont entendus au sujet de la prorogation du traité *New Start* de réduction des armes stratégiques.

Selon une déclaration récente d'Antony Blinken, la politique trumpienne à l'égard de la Turquie va se poursuivre. L'Amérique maintient clairement son soutien à la Grèce, « véritable pilier de stabilité et de prospérité en Méditerranée orientale » (avait déclaré M. Pompeo en octobre 2020). Associés dans une stratégie de défense commune, la Grèce et les États-Unis soutiennent la nouvelle alliance entre Israël et l'Égypte, Chypre et la Grèce pour l'exploitation du gaz et son transport vers l'Europe. Il ne faut donc pas s'attendre à ce que l'administration américaine fasse les yeux doux à Erdogan auquel ils refuseront de livrer son ennemi numéro un, le prédicateur Fethullah Gülen. Et si, au sein de l'OTAN, les Turcs – qui ne sont plus qualifiés d'alliés par les Américains – continuent leurs achats d'armes aux Russes, ils pourraient très bien se trouver sanctionnés.

Sur l'Iran il est intéressant de savoir qui va faire le premier pas. Certains pensent que le régime iranien feint d'avoir compris la nécessité de reprendre un dialogue tout en travaillant à se doter de la bombe atomique. D'autres croient que les Iraniens veulent sincèrement s'ouvrir au monde occidental. Vous allez me reprocher ma naïveté mais je pense qu'une partie des Iraniens sont sincères. Dans le *Financial Times*, il y a deux jours, Mohsen Rezaï, qui fut pendant seize ans le chef des Pasdarans, déclarait qu'il fallait parler aux Américains sans conditions. Je pense qu'il y a en Iran un mouvement qui, constatant le coût économique des sanctions, juge qu'il faut réintégrer le monde commercial occidental. Le projet de traité militaro-commercial avec la Chine, annoncé en juillet 2020 par le ministre iranien des Affaires étrangères, Javad Zarif, inquiète profondément les Iraniens, conscients que les conditions que les Chinois proposeront à l'Iran seront toujours très mauvaises. Je crois aussi à la volonté des Démocrates de refaire le JCPOA, brillant succès de la diplomatie d'Obama. Biden a parlé du retrait des États-Unis du JCPOA comme d'un désastre que les Américains se sont eux-mêmes infligé. Je ne peux pas prévoir l'avenir mais je suis optimiste sur la possibilité d'un accord avec les États-Unis. Évidemment les États-Unis demanderont la limitation du

ballistique aux Iraniens qui leur refuseront, arguant que les missiles leur sont indispensables face à l'aviation saoudienne. Les États-Unis tenteront aussi d'influencer les pays de l'axe chiite, dans le cadre de ce qu'on appelle la diplomatie du grand *bargain*. Et les Iraniens chercheront évidemment à maintenir leur influence sur cet axe chiite (le Yémen est moins important pour eux que le Liban, la Syrie et l'Irak). Mais je crois à la possibilité d'une réconciliation tardive entre les États-Unis et l'Iran, d'autant plus que je considère que l'hostilité entre la Perse et Israël (soutenue par Biden mais moins farouchement que par Trump) est un faux antagonisme utilisé pour des raisons politiques à la fois par les anciens Pasdarans et les anciens Khomeynistes mais qui n'intéresse pas du tout le président Rohani ni Javad Zarif, son ministre des Affaires étrangères. Ce faux antagonisme est aussi utilisé pour des raisons de politique intérieure par Netanyahu qui justifie par cette prétendue menace permanente le refus de tout geste vers Palestiniens.

Mais, comme Jake Sullivan, conseiller à la sécurité nationale, je pense qu'un accord entre les États-Unis et l'Iran pourra se faire.

C'est une bonne transition vers l'exposé de Hubert Védrine qui va nous parler de la politique française face aux États-Unis. Notre président Macron aimerait bien être le *honest broker* qui fait la paix entre les Iraniens et les Américains. Il a au moins essayé. Le Qatar veut aussi jouer ce rôle. Mais peut-être les Américains n'auront-ils besoin de personne pour le faire.

Pour résumer la politique extérieure américaine : multilatéralisme mais réalisme et sentiment d'une sorte de complexe de supériorité bienveillante. Les Américains restent convaincus qu'ils sont à la tête du grand combat pour le Bien et contre la corruption des âmes mais ils reconnaissent qu'ils peuvent se tromper et, considérant que leurs alliés européens peuvent avoir de bonnes idées, ils reviennent à la table (*America is back*) pour travailler avec eux.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT
-------------------------

Merci, Renaud Girard, pour cet exposé très clair, même si, dans la bouche d'un réaliste, on peut pour une fois le qualifier d'optimiste.

Je voudrais faire un lien entre la politique étrangère et la politique intérieure. La politique étrangère n'est-elle pas pour M. Biden l'occasion de solidifier derrière lui non seulement le parti démocrate mais une partie des Républicains ? C'est quand même l'intérêt national des États-Unis qui sera en jeu. Si elle devait voir le jour, cette grande politique étrangère serait aussi, de mon point de vue, un élément très dynamisant en matière de politique intérieure américaine.

Je me tourne vers Hubert Védrine qui va nous dire comment il voit l'avenir de l'hégémonie américaine et, bien sûr, la place que l'Europe peut occuper dans ce grand jeu.

HUBERT VÉDRINE
----------------

### *Crise de la démocratie et déclin de l'hégémonie américaine*

Sur les États-Unis je serai prudent en présence des spécialistes qui sont autour de cette table.

Quand on parle de crise des démocraties, le problème numéro un n'est pas les manœuvres russes, chinoises ou autres mais dans le décrochage, au sein des démocraties, des classes populaires puis des classes moyennes qui ont fini par considérer que la forme de mondialisation qui a été imposée ces dernières décennies, la globalisation sino-américaine, lèsent leurs intérêts et leurs identités. Elles ont décroché aussi par rapport à la construction européenne. Il faut avoir cela en tête pour comprendre le Brexit, pour comprendre l'électorat trumpiste, l'AfD et d'autres phénomènes, y compris le pourcentage, très élevé chez nous, de gens prêts à voter pour des formations politiques extrémistes qui ne sont pas des partis de gouvernement. Ce mécontentement est attisé par les réseaux sociaux, qui font « feu de cheminée » en attisant toutes les frustrations.

Autre phénomène très grave dans les démocraties contemporaines : le refus d'être représenté. Or les démocraties sont représentatives (nous ne sommes pas des villages suisses). Pendant les Gilets jaunes, par exemple, toute personne qui acceptait une invitation à rencontrer un responsable, par exemple à Matignon était immédiatement menacée. Cette individualisation de l'expression politique aboutit à quelque chose d'ingérable, d'aberrant. Or, la technologie permettrait

aujourd'hui de consulter chacun tous les matins sur le rétablissement de la peine de mort, l'expulsion de tous les immigrés etc. Le refus d'être représenté se répand. Les gouvernements - dont la tâche est rude – risquent alors de céder à la tentation de la démocratie dite « directe » (consultation à tout va, comités Théodule etc.) qui, si elle peut rendre service à un moment donné, aggrave globalement le discrédit de la démocratie représentative. Le recours à ces consultations « directes » va-t-il achever de couler la démocratie représentative, ou la régénérer ? Ce n'est pas joué. L'affaire de la « Convention citoyenne pour le climat » est typique, en dehors du fait que la question est mal posée depuis le début puisqu'elle ne tient pas compte du fait que grâce à la filière nucléaire française, (reconnue par le GIEC comme indispensable pour lutter contre le réchauffement climatique), qui produit une électricité décarbonée. La France n'émet que 1 % de l'effet de serre mondial.

Ce serait moins grave si l'Occident était toujours dominant, mais ce n'est plus le cas. Selon la version minimale – la mienne depuis vingt ans – nous avons perdu le monopole de la puissance. Selon la version plus radicale du Singapourien Kishore Mahbubani c'est la fin de la « parenthèse occidentale » !

Le contexte démocratique est donc vraiment très inquiétant parce que l'on n'entrevoit aucune réponse.

L'hégémonie américaine est installée au moins depuis 1945. Et même selon le livre récent d'un professeur suisse, intitulé *Américanisation*<sup>8</sup>, ce projet remonte à la fondation des États-Unis, il y a plus de deux siècles. George Washington lui-même, qui professait que les États-Unis ne devaient pas se mêler des affaires européennes, annonçait : « Nous serons les législateurs du monde. » Cette hégémonie viendrait donc de très loin et se serait ensuite renforcée par les financements, les fondations, l'influence mentale et culturelle, Hollywood, etc.

Aujourd'hui, la perte d'hégémonie est évidente.

Les États-Unis vont-ils réussir à empêcher la Chine de devenir numéro un ? Ce n'est pas joué.

La Chine a des faiblesses. Si la Chine est impressionnante, éventuellement terrifiante, si elle présente des opportunités, elle n'est pas séduisante, ni

---

<sup>8</sup> Ludovic Tournès, *Américanisation. Une histoire mondiale XVIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*, Fayard, 2020

attractive. Son image ne bénéficie pas de tout le *background* américain, les enfants du monde ne sont pas imbibés depuis un siècle par un Walt Disney chinois !

La Chine passera-t-elle devant les États-Unis, par des agrégats statistiques ? L'hégémonie américaine va-t-elle se réduire ? En tout cas les Américains veulent tous la maintenir.

Mais la puissance chinoise repose sur le nombre et sur le travail des Chinois. Malgré cela, le maintien d'une hégémonie de l'Amérique sur le reste du monde est quand même possible, l'apparente suprématie de la Chine ne reposant que sur des statistiques.

L'hégémonie américaine reste donc puissante... sauf si elle est sapée de l'intérieur, par les phénomènes de gauchisme culturel dont on a parlé.

Plus conjoncturellement, Joe Biden, Antony Blinken et consorts reviennent dans le multilatéralisme pour y exercer leur « *leadership* », tout simplement. Le multilatéralisme, qui est un cadre ou une méthode, est l'objet d'une sorte d'idéalisation. Les Européens, dont certains Français, sont tentés d'en faire une philosophie, comme si nous étions censés nous mettre d'accord par miracle tous ensemble, comme si tout pouvait être voté à la majorité... ce qu'il ne faut pas espérer car nous sommes minoritaires sur tous les sujets que les Français jugent importants ! En tout cas l'administration Biden revient au multilatéralisme car c'est pour le « *leadership* » américain un cadre idéal dont Trump a eu tort de sortir, car il voyait dans le multilatéralisme une tentative des lilliputiens de ligoter Gulliver.

Voici ce que signifie « *America is back* ». Il n'y a pas d'illusion à se faire.

Donald Trump a quand même obtenu énormément de voix, l'électorat trumpiste est toujours là. Les sénateurs républicains prêts à travailler avec Biden sont d'autant moins nombreux que les vaines poursuites contre Trump ont surexcité ses partisans. Les sénateurs ont peur de leur base.

Joe Biden aura donc un problème pour pacifier l'Amérique. Même s'il a commencé en utilisant les mots « humilité » et « décence ». Je ne suis pas sûr qu'il soit facile de rassembler les Démocrates. Lui-même est un centriste, tout comme Mme Harris. Ils peuvent trouver un accord avec la gauche classique du Parti démocrate sur les questions fiscales parce que les écarts de richesse sont devenus insoutenables (des accords avec Warren et Sanders) mais pas avec les *leaders* ou

élus gauchistes dont je n'exclus pas qu'ils deviennent l'équivalent de ce qu'ont été les « frondeurs » qui harcelaient François Hollande. Mais il est possible qu'ils n'aient pas tellement d'impact dans le système.

La marge dont dispose Joe Biden est donc étroite.

Les *midterms*, qui vont se tenir dans deux ans à peine, sont déjà dans les têtes. Si le changement de ton et de style est évident, la politique à l'égard de la Chine est inchangée.

Renaud Girard évoquait la déclaration récente d'Antony Blinken annonçant que, prenant acte de l'échec des interventions de la « nouvelle Jérusalem », les Américains renonçaient au néo-conservatisme. Ce serait un changement très intéressant. Pendant la campagne, Blinken parlait comme Clinton ou Albright. On ne retrouvait pas dans ses discours le côté (trop ?) lucide, un peu désenchanté d'Obama sur ces sujets. Peut-être cette volte-face lui a-t-elle été suggérée par Joe Biden qui n'a pas l'intention de s'engager dans une nouvelle guerre pour les droits de l'homme. Brandir le langage des valeurs mène en effet inévitablement à des « croisades », à de nouveaux conflits.

Ce qui sera très compliqué à gérer du point de vue européen c'est le « sommet des démocraties ». J'ai connu la version « Madeleine » (Albright), le « club des démocraties »<sup>9</sup>. J'avais alors essayé de finasser (faire une apparition à Varsovie mais m'éclipser avant la fin...) pour ne pas me brouiller avec elle alors que j'avais bruyamment insisté sur l'amitié qui nous liait... L'idée était déjà de rassembler les démocraties pour contourner le Conseil de sécurité, dessinant une sorte de monde global et américanisé idéal où on ne serait plus gêné par les Russes et les Chinois.

Mme Albright avait rencontré des difficultés pour établir la liste des démocraties. Tout n'est pas noir ou blanc : tel ou tel n'est pas vraiment démocrate mais c'est un ami des États-Unis... « C'est un bâtard mais c'est le nôtre », résumait Lyndon B. Johnson.

Il n'empêche que Joe Biden et Antony Blinken ont cette idée en tête en concevant ce « sommet des démocraties » qui, s'il a lieu, n'a d'autre objectif que d'aligner les Européens derrière les Américains pour endiguer la Chine. C'est la

---

<sup>9</sup> Le 12 juin 2000, les représentants d'une centaine de pays se réunissaient à Varsovie, sous la co-présidence de Madeleine Albright, Secrétaire d'État des États-Unis, et de Borislav Geremek, ministre des Affaires étrangères polonais, pour constituer une « communauté des démocraties ».

stratégie indopacifique. C'est « *The West Against the Rest* ». C'est un dossier très compliqué à gérer du point de vue européen.

À la demande d'Emmanuel Macron j'ai été pendant six mois le Français du groupe des dix experts sur l'avenir de l'OTAN<sup>10</sup>. Nous avons vraiment travaillé lors de 98 « *conf calls* » ! (je n'en ai manqué que sept ou huit). Le secrétaire général de l'Organisation, Jens Stoltenberg, ne voulait pas ce groupe. Il voulait que nous concluions qu'il n'y a rien à changer à l'OTAN, la plus belle alliance qu'on ait jamais vue et surtout qu'il est inutile de définir pour elle un nouveau concept ! La participation à ce groupe m'a permis de voir beaucoup de choses. J'avais continué à suivre ces questions mais il ne suffit pas de parler avec des présidents et des ministres pour suivre dans le détail le fonctionnement de la « machine ». Un premier rapport comprenant 138 recommandations est censé ouvrir la voie à une « mise à jour » du Concept Stratégique de l'OTAN.

Le plus frappant est la manière dont J. Stoltenberg a essayé de neutraliser l'exercice en lançant l'initiative « OTAN 2030 » pour couper l'herbe sous le pied du groupe au cas où il n'aurait pas été possible de le neutraliser par d'autres procédés. Dans ce cadre, on a entendu en « *conf call* » les ministres des trente pays, des *think tanks* des trente pays (aux trois quarts subventionnés par l'OTAN). L'idée générale qui en ressortait était « *The West Against the Rest* », idée parfaitement exprimée par l'Américain Daniel Fried : nous sommes entourés d'ennemis, le « *leadership* » est forcément américain. Il faut un *hub* qui ne peut-être que l'OTAN.

Les États-Unis, l'OTAN en tant que machine, la Grande-Bretagne, l'Union européenne, Israël, la Corée du sud... on retrouve les antennes habituelles. Cela me rappelle Reagan déclarant tout de go en 1987 à Tokyo, lors d'un G7 : « Il faut faire entrer le Japon dans l'OTAN ! » F. Mitterrand et H. Kohl avaient balayé l'idée.

« *The West Against the Rest* », cette idée est très prégnante : la menace russe, la menace chinoise, le monde islamique en furie...

---

<sup>10</sup> Le groupe est composé des personnalités suivantes : Mme Greta Bossenmaier (Canada), Mme Anja Dalgaard-Nielsen (Danemark), M. Hubert Védrine (France), M. Thomas de Maizière (Allemagne), Mme Marta Dassù (Italie), Mme Herna Verhagen (Pays-Bas), Mme Anna Fotyga (Pologne), M. Tacan Ildem (Turquie), M. John Bew (Royaume-Uni) et M. Wess Mitchell (États-Unis).

Autre enseignement important de cette expérience : je n'ai pas entendu un seul des sept Européens du groupe des dix défendre l'idée ressassée en France de défense européenne (« l'Europe de la défense », « l'Europe doit s'affirmer », etc.) J'ai même entendu dans ce groupe des sorties très virulentes contre l'« autonomie stratégique », une expression que le président de la République employait au début de son mandat et que le Quai d'Orsay continue à utiliser. Thomas de Maizière m'a expliqué que le terme « autonomie stratégique » est le même que celui qui est utilisé, en allemand, pour désigner l'indépendance des États-Unis ! Parler de « développer une autonomie stratégique » dans le cadre de l'Alliance est donc incompréhensible. Mme Annegret Kramp-Karrenbauer, ministre allemande de la Défense, a même appelé à abandonner le concept funeste et dangereux de défense européenne. Ce à quoi le président Macron a répliqué que Mme Merkel était d'accord avec lui pour promouvoir ce concept. En réalité, au même moment, Mme Merkel s'exprimait, dans d'autres contacts, dans le même sens que sa ministre de la Défense. Même le co-président allemand de mon groupe, plutôt ouvert donc, parlait d'un concept dangereux, absurde, arguant que non seulement nous ne sommes pas capables d'être autonomes stratégiquement mais que les Européens ne le veulent pas ! Une autonomie stratégique européenne déclencherait selon lui des problèmes insolubles d'organisation (Quelles forces militaires ? Qui les commanderait ? Qui leur donnerait des ordres ?).

Constatant ce blocage, lorsque j'ai fait un *debriefing* général devant nos autorités, puis je leur ai suggéré d'utiliser plutôt le mot « souveraineté ». Comme personne ne sait ce qu'il veut dire, il apparaît comme moins agressif, et on peut le décliner dans d'autres domaines (Thierry Breton parle par exemple de souveraineté numérique). Cela permet le débat. Alors que le terme « autonomie stratégique européenne » en matière militaire est compris par nos alliés comme une rupture de l'Alliance de 1949, sans apporter de solution de remplacement.

Même pendant les quatre années de la présidence Trump, qui auraient pu paraître suffisamment déstabilisantes pour provoquer des réactions allant dans le sens d'Emmanuel Macron, la seule déclaration osée par Merkel fut : « Nous ne pouvons plus compter sur les États-Unis. Nous, Européens, devons nous organiser mieux entre nous. » Un aveu considérable pour un chancelier allemand ! Il ne s'est rien passé après.

Ce que j'ai vu depuis ce groupe OTAN marque un recul par rapport à l'époque de Mitterrand, quand nous avions quand même quelques interlocuteurs européens, en Italie, un peu en Allemagne (Helmut Schmidt), capables de

soutenir, même avec circonspection, l'idée d'une indépendance européenne. Et encore quand j'étais ministre. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Nous sommes isolés.

C'est donc un tableau préoccupant que je ressors de cette expérience, d'autant que je connais bien les Européens. Ils n'ont pas l'ADN de la puissance. En effet, le projet européen est fondé depuis l'origine sur le dépassement de la notion de puissance, formidable naïveté qui nous nuit. Ce qui fait que si, comme je le crains, Joe Biden mobilise son « sommet des démocraties » contre le danger chinois, la majorité des Européens se rangeront du côté américain. Quelques-uns tenteront de nuancer cette position, non seulement le groupe des « 17+1 » (pays d'Europe centrale et orientale) mais aussi l'Allemagne qui tentera de préserver la possibilité de relations économiques avec la Chine. La position européenne risque de n'être pas claire du tout. On peut s'attendre à des communiqués alambiqués.

Que peuvent attendre les Européens de Joe Biden ?

La plupart sont soulagés que l'« horrible Trump » ait été renvoyé en Floride. Mais non seulement cela ne règle rien mais cela ne prépare pas la suite. Je redoute l'échéance du printemps et ce « sommet des démocraties », pour les raisons que j'ai données. Un sommet de l'OTAN ne nous sera pas plus favorable, un G7 couplé avec un Conseil européen... ce serait déjà mieux. Mais je crois que rien n'est acquis en la matière. Il se joue beaucoup de choses dans les deux ou trois mois qui viennent qui vont structurer la période qui va jusqu'aux *midterms*.

Je crois que le président de la République est assez conscient de la difficulté de la situation. Il n'a pas exulté depuis l'élection de Biden. Il a tout de suite vu que ce n'était pas commode à jouer pour lui. Mais de quels relais dispose-t-il ? Je ne sais pas. Un élément peut jouer pour lui : l'incertitude sur la personnalité du prochain chancelier allemand. En effet, la tendance américaine normale est de considérer l'Allemagne comme le partenaire numéro un des États-Unis en Europe. Barack Obama, par exemple, privilégiait nettement l'interlocuteur allemand. C'est aussi le cas du francophone (bilingue en fait) Antony Blinken bien qu'il se dise francophile. Emmanuel Macron a donc quelques cartes à jouer pendant quelques mois, en 2021, pour se positionner comme interlocuteur principal *de facto*, à condition d'avoir une idée précise de ce qu'il veut, et d'exprimer clairement ses points d'accord et de désaccord.

Voilà les soucis du moment...

Merci, Hubert Védrine.

Cette thèse, pour n'être pas très optimiste, a le mérite de la clarté.

Retour au multilatéralisme mais réalisme, ont dit Renaud Girard et Hubert Védrine.

Retour au multilatéralisme, oui. En réalité, Trump, lui aussi, avait fait du multilatéralisme. Il est allé aux réunions. Il a négocié à plusieurs (Mexique, Canada). Il n'a pas voulu faire exploser l'OTAN. Il a réclamé, comme tous ses prédécesseurs, le partage du « fardeau » financier, c'était du réalisme. Mais il n'utilisait pas le mot « multilatéralisme ». Lors de son premier discours de politique étrangère, le 5 février, Joe Biden n'a pas mentionné le multilatéralisme mais, c'est un fait, il y revient, tout en insistant aussi sur le « réalisme ». Il explique que l'Amérique revient à la diplomatie parce que « *it is in our self naked interest* ». Si Donald Trump avait utilisé ces derniers mots, il aurait déclenché des critiques virulentes ! Mais voilà comment s'exprime Biden. Intérêt pour quoi ? Comme l'a très bien souligné Hubert Védrine, le multilatéralisme sert en fait l'idée d'oligarchie.

Trump, dans ses discours, n'utilisait pratiquement jamais le mot « *leadership* ». Il parlait de l'intérêt des États-Unis, appliquant la morale de Huntington : occupez-vous de vos propres affaires mais laissez nous nous occuper de nos affaires (« *in our naked self interest* », dira le successeur de Trump).

En revanche, dans les quelques pages du discours prononcé par Joe Biden le 5 février, on relève douze fois le mot « *leadership* ». Comme l'a très bien souligné Hubert Védrine, le multilatéralisme c'est magnifique à condition que les partenaires des États-Unis aient une conduite tout à fait aimable, « réaliste », comme dit Renaud Girard.

Roosevelt a fourni un quadrimoteur au général de Gaulle pour aller aux États-Unis en juillet 1944 mais il n'a pas invité le chef de la France libre à envoyer un représentant à la conférence de Dumbarton Oaks qui a jeté les bases de l'Organisation des Nations Unies. Notre représentant à Washington, Hoppenot,

en était réduit à lire la presse et à envoyer des coupures de journaux au Quai d'Orsay pour expliquer ce qui se passait à Dumbarton Oaks ...

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Hubert Védrine nous dit qu'il n'y a pas d'espace pour une autonomie stratégique européenne. Que répondez-vous à cela ?

On pourrait répondre qu'en réalité il y a un espace parce que les Américains étant aspirés par la Chine, par l'Asie, le discours sur une certaine autonomie européenne retrouve une validité.

ALAIN DEJAMMET

Cet espace est très bref et très étroit. En effet, les Américains sont intéressés par l'OTAN et par ce qu'ils peuvent faire d'un nouveau multilatéralisme qui fait une large place aux États-Unis et très peu à d'autres pays.

Avant son premier voyage en Europe, George W. Bush, alors président, avait par politesse consulté Joe Biden (président démocrate de la Commission des Affaires étrangères du Congrès) sur ce qu'il allait bien pouvoir dire aux Européens. Parlez leur de « l'expansion nécessaire de l'OTAN », lui avait répondu Joe Biden, parce que, dans l'OTAN, nous sommes une « puissance européenne ». On peut donc bien plaider pour l'autonomie stratégique de l'Europe mais, dans la vision de Biden (qui a raconté l'épisode dans son livre), au sein de l'OTAN les États-Unis sont également une puissance européenne (et de quel poids !). C'est tout à fait conforme à la notion de « *leadership* » si présente dans la bouche du président américain. Où sera, avec un tel participant, l'autonomie des Européens ?

Le multilatéralisme accommodé à la recette du « *leadership* » américain se concilie également assez mal avec le multilatéralisme onusien, la fameuse « communauté internationale ». Celle-ci a déplu à Madeleine Albright. Elle a appris à avoir du respect pour certaines résolutions de l'ONU mais elle n'aimait pas vraiment ce monde où il y avait des Russes, des Chinois et, à propos de l'Irak, des Français. Elle a donc eu très vite l'idée d'une communauté de pays beaucoup plus raisonnables, la « communauté des démocraties. » Elle s'est mise à faire son

marché à l'intérieur des Nations Unies. Elle a recruté la Pologne (qui, vue d'Europe, n'est pas vraiment le modèle tout à fait exemplaire de la démocratie). C'est cette idée qui est reprise des années plus tard avec le projet de « sommet des démocraties ».

M. Biden parle donc, en ce début d'année, de convoquer un « sommet de la démocratie » afin de rallier les meilleures des nations pour défendre la démocratie, pour faire reculer « l'illibéralisme ». Ce sera, selon le Président, l'un des premiers grands rendez-vous, l'une des premières grandes démonstrations de la diplomatie concrète des États-Unis.

Il y a déjà une petite organisation de 29 pays dont le secrétariat se trouve à Varsovie. Lorsqu'en juin 2000, les représentants d'une centaine de pays s'étaient réunis en Pologne pour constituer cette « communauté des démocraties », sous la co-présidence de Madeleine Albright et de Borislav Geremek, Hubert Védrine, notre ministre des Affaires étrangères, avait refusé de signer la déclaration finale. Sage geste d'indépendance.

HUBERT VÉDRINE

Pour ne pas être lié par les conclusions j'avais quitté Varsovie avant la fin, non sans instruire l'Ambassadeur d'Aboville de rester, mais de ne pas participer à un vote quelconque et, surtout, de ne faire aucune déclaration. B. d'Aboville avait fait à l'inverse une déclaration tonitruante, déclamant que tout cela était absurde, contreproductif (ce que je pensais mais que je n'avais pas dit) ! Le lendemain le *New York Times* avait titré : « Au pique-nique de la démocratie, les Français ont apporté les fourmis. »

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

La solution n'est-elle pas dans le long terme ? L'évolution du monde, qui s'accélère, ne va-t-elle pas vers un rééquilibrage vers l'Asie qui mettra l'Europe un peu à l'écart ? Mais avons-nous intérêt à rentrer dans cette mécanique qui nous broiera ? N'avons-nous pas à garder un minimum d'indépendance, sur un certain nombre de sujets, et à le rappeler ? Ce serait en effet défendre nos intérêts, notre façon de voir le monde que de rester fermes sur cette position qui n'a pas besoin

d'être agressive mais qui, si elle est maintenue assez longtemps, montrera sa pertinence.

LAURENCE NARDON

Il me semble que l'objectif de notre discussion a changé. Nous parlions des États-Unis et nous sommes passés à la question de l'attitude que l'Europe devrait avoir par rapport à l'exigence américaine que l'on sent venir d'un alignement avec eux contre la Chine. Sur ce point je vous trouve très pessimistes même si je ne suis pas sûre que vous ayez tort.

Sur ces deux sujets l'opposition à la Chine risque d'être structurante. Est-ce une bonne ou une mauvaise chose ?

Pour ce qui concerne la politique intérieure américaine c'est peut-être une bonne chose. Nous avons parlé de la polarisation entre les Républicains et les Démocrates et des délires *woke* de certains démocrates progressistes. Il me semble que tout ceci pourrait s'aplanir, que le pays pourrait « refaire nation », s'unir de manière très classique contre un ennemi chinois. Ce serait une évolution positive pour la société américaine.

La question est : L'OTAN peut-elle refaire alliance contre la Chine ? Vous semblez dire que c'est un piège pour les Européens.

HUBERT VÉDRINE

L'Alliance atlantique ne s'est pas organisée elle-même. Elle l'a été par les Américains. D'ailleurs, le Secrétaire général Stoltenberg (à la demande de Joe Biden ?) a déjà envisagé un sommet de l'OTAN dans le Pacifique ! La question ne peut donc porter sur les intentions de l'Alliance elle-même mais sur ce que les Américains veulent en faire. Il faut alors se demander qui est en mesure de corriger le projet américain pour l'OTAN et au moins de préserver une certaine autonomie.

ANDRÉ KASPI

On évoque toujours l'hostilité entre les États-Unis et la Chine. Mais il faut rappeler que bon nombre d'entreprises américaines travaillent avec la Chine. Elon Musk, avec Tesla, est très présent en Chine. On peut penser que ces entreprises vont militer – ou militent déjà – en faveur d'une hostilité modérée. En effet, la Chine est un marché considérable.

D'autre part, comme le souligne Laurence Nardon, il me semble quand même que l'Union européenne ressemble à un mythe parce qu'il n'y a pas d'unité européenne vis-à-vis de la Chine. On voit par exemple que l'attitude de l'Allemagne diffère de celle de la France. Comment les Américains pourraient-ils compter sur une Europe aussi divisée, qui n'a pas de projet commun vis-à-vis de la Chine alors que les États-Unis, eux, défendent à la fois des intérêts stratégiques, politiques, économiques ?

HUBERT VÉDRINE

Mais les États-Unis ne veulent pas que l'Europe ait un projet commun. Ils ont besoin de neutraliser une politique européenne éventuellement divergente. Ils peuvent tolérer de petites divergences mais voudront s'assurer que ce soit verrouillé.

RENAUD GIRARD

Tout l'enjeu de la diplomatie américaine et même de la diplomatie européenne pour les quatre prochaines années est l'émergence d'une grande alliance, d'un « grand TPP ». Cela apparaît dans certaines déclarations d'Ursula Von der Leyen ou d'autres à Bruxelles. C'était apparu aussi dans les discussions et dans les programmes des Démocrates avant et pendant la campagne.

Le *Trans-Pacific Partnership* (TPP), le traité d'Auckland, était une super construction d'Obama qui permettait de combattre la Chine à l'aide de normes. Ce qui est recherché aujourd'hui est un grand traité de libre-échange Europe-États-Unis qui fixerait des normes pouvant être étendues à des règles moins techniques et plus politiques (travail des enfants, des prisonniers politiques etc.).

C'est tout à fait possible et ce pourrait être la grande œuvre transatlantique des quatre prochaines années.

ANDRÉ KASPI

En Europe, l'Allemagne fait bande à part sur le *Nord Stream*, ce qui est difficilement supportable pour les Américains. Les intérêts ne sont pas communs.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

On ne peut pas demander à l'Allemagne de produire moins de gaz carbonique (elle en produit deux fois plus par habitant que la France) si on ne lui donne pas un substitut. Elle ne veut pas du nucléaire. Il reste donc les énergies intermittentes, le vent et le soleil. Et puis le gaz émet quand même deux fois moins de gaz carbonique que le charbon ou le lignite. Nous qui sommes les alliés de l'Allemagne, nous acceptons très bien cette position. Voilà un sujet d'opposition.

RENAUD GIRARD

Nous allons voir pendant le mandat de Biden la consolidation de la partition technologique du monde. Les Américains ont gagné la grande bataille de Huawei. Et on peut être sûr que Biden va la poursuivre. C'est-à-dire qu'il y a maintenant deux mondes technologiques. La technologie chinoise, dont les Européens ne veulent pas, et la technologie américaine ou européenne.

ANDRÉ KASPI

Nous sommes déjà envahis par la technologie chinoise !

RENAUD GIRARD

Non ! Sur la 5G l'Angleterre est revenue en arrière. Londres avait ouvert la porte à l'installation d'équipements Huawei pour déployer le réseau 5G sur une portion limitée du réseau (pas plus de 35 % et sur des zones n'étant pas considérées comme stratégiques). Elle est revenue là-dessus. Boris Johnson, envisagerait un détricotage progressif des installations de Huawei dans les deux ou trois années qui viennent.

HUBERT VÉDRINE

Faut-il en déduire que les Américains vont obtenir l'alignement complet des Européens là-dessus ?

RENAUD GIRARD

Je le pense. C'est crucial pour eux. La boîte à outils européenne créée par Thierry Breton est une manière polie de dire non à la Chine. C'est très clairement la politique d'Emmanuel Macron qui a nommé Thierry Breton commissaire européen (chargé de la politique industrielle, du marché intérieur, du numérique, de la défense et de l'espace).

Je ne serais pas étonné que nous allions vers un grand accord de libre-échange assorti de normes permettant de dire : « Nous sommes vraiment désolés, vous ne remplissez pas les normes ! »

HUBERT VÉDRINE

Il n'y a là-dedans aucune tentative possible d'autonomie européenne.

RENAUD GIRARD

Aucune !

Nous sommes tous d'accord ici pour dire que c'est l'occasion pour les Américains de rappeler et de renforcer leur « *leadership* ». Ils en ont les moyens : ils ont les GAFAM, ils ont les laboratoires qui ont découvert les vaccins efficaces contre le Covid, vaccins que nous achetons.

ANDRÉ KASPI

Quel intérêt les États-Unis auraient-ils à négocier avec un partenaire divisé dont les intérêts divergent ? Il est plus facile de négocier avec chacun des États plutôt qu'avec une unité européenne imaginaire.

HUBERT VÉDRINE

Il n'a pas été question pour le moment d'un grand accord, comme en parle Renaud Girard.

Le « sommet des démocraties » n'est pas conçu comme un sommet avec l'Union européenne, ce serait un enrôlement des démocraties, même celles qui seraient un peu récalcitrantes... Il s'agit pour les Américains de réaffirmer leur « *leadership* ». Les divergences entre États européens dont parle le professeur Kaspi ne les gênent pas, au contraire. D'où l'importance du « sommet des démocraties », pour tout enrôler autour d'une stratégie antichinoise et antirusse. En tout cas on peut le craindre.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Mais y parviendront-ils ? Il faut avoir en vue les logiques industrielles, technologiques. L'Allemagne est le deuxième atelier industriel du monde, derrière la Chine et à égalité avec les États-Unis. Nous-mêmes pesons un peu moins de la moitié de l'Allemagne en termes industriel et commercial. Il y a bien

sûr un marché européen mais l'Allemagne est le seul pays européen qui compte vraiment sur le plan industriel. Les autres apportent un petit supplément. Si l'Allemagne veut défendre ses intérêts pour son compte elle fera tout ce qu'il faudra pour donner le change mais elle persistera à maintenir une ligne de défense de la technologie allemande.

RENAUD GIRARD

Elle l'a d'ailleurs toujours fait. Les Allemands, depuis la guerre ont toujours superbement défendu leurs intérêts. La zone euro les y a aidés.

HUBERT VÉDRINE

Avant la zone euro nous étions déjà dans la zone mark, dépendants, avec encore moins de moyens d'influence que dans l'euro.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

On ne va pas réécrire le passé. Les choix qui ont été faits produisent aujourd'hui leurs effets. Il est difficile d'en sortir. Mais on peut essayer de négocier avec le mouvement du monde un espace pour l'Europe.

ALAIN DEJAMMET

Allons demander conseil à Kishore Mahbubani, ce Singapourien (bon disciple de Lee Kuan Yew, fondateur du Singapour moderne et inspirateur de Deng Xiaoping) qui juge que la suprématie de l'Occident n'a été qu'une « parenthèse » dans l'Histoire mondiale et qui a les mots les plus sévères qui soient pour l'état actuel de l'Europe. Certes il s'exalte quelque peu devant l'émergence monumentale de la Chine mais il a rédigé un petit lexique qu'évoque Hubert

Védrine des décisions que l'Europe devrait prendre pour jouer le rôle qu'elle souhaite entre la Chine et les États-Unis.

HUBERT VÉDRINE

Kishore Mahbubani était venu me voir il y a deux ans, après avoir passé une année en Europe. Comme je lui demandais s'il défendait toujours la thèse de la « parenthèse occidentale », il me répondit : « Oui mais ça va trop vite », ajoutant qu'il en venait à redouter un monde dont le sort se déciderait entre une Chine surpuissante qui n'a plus de limites et les États-Unis. Il faudrait une Europe plus puissante qui s'affirme, et qui serait un facteur d'équilibre, pensait-il avant son séjour en Europe mais, à l'issue de celui-ci, désespéré, il venait me demander des raisons d'espérer... ! « J'en cherche moi-même, lui répondis-je, donnez-moi vos idées ». Il m'a alors suggéré deux conditions préalables à une Europe puissance. D'abord un moratoire sur l'immigration, indispensable selon lui au vu des réalités démographiques de l'Afrique et de l'Europe révélée par les chiffres ! Deuxième condition : l'Europe devrait devenir « machiavélienne », c'est-à-dire être capable de penser en tant que telle, comme un acteur, et d'avoir une stratégie à long terme.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

Est-il possible de définir une politique machiavélienne en Europe aujourd'hui ? Serait-elle décidée au niveau de la Commission européenne ? au niveau du Conseil européen ? Quels pays concernerait-elle ?

HUBERT VÉDRINE

La Commission n'est pas faite pour ça. Au sein du Conseil européen ce sont les deux ou trois principaux *leaders* politiques qui pourraient se mettre d'accord sur une ligne de ce type et entraîner les autres.

RENAUD GIRARD

Et nous savons maintenant que l'axe franco-allemand était un fantasme.

HUBERT VÉDRINE

Non, il a fonctionné un certain temps, en tout cas jusqu'à la réunification.

JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT

C'est une idée dont il ne faut pas désespérer. Je rappelle qu'elle a été lancée par la France après les deux guerres mondiales pour poser le problème européen dans des termes différents de l'antagonisme perpétuel entre la France et l'Allemagne. Cette volonté de dépasser cet antagonisme n'a pas perdu de son sens.

Merci à toutes et à tous.



## **PUBLICATIONS RÉCENTES**

### **L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN**

Colloque du lundi 1<sup>er</sup> février 2016

### **ÉTATS-UNIS, HORIZON 2017**

Colloque du lundi 18 avril 2016

### **INTÉGRATION, LAÏCITÉ, CONTINUER LA FRANCE**

Colloque du lundi 23 mai 2016

### **OÙ VA L'INDE ?**

Colloque du lundi 6 juin 2016

### **LES ÉVOLUTIONS DU CONTEXTE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER MONDIAL**

Colloque du lundi 4 juillet 2016

### **LA DÉMOGRAPHIE EN EUROPE ET SES RÉPERCUSSIONS ÉCONOMIQUES ET SOCIALES**

Colloque du lundi 24 octobre 2016

### **L'EXERCICE DE LA SOUVERAINETÉ PAR LE PEUPLE : LIMITES, SOLUTIONS**

Colloque du lundi 14 novembre 2016

### **QUEL AVENIR POUR LA FRANCOPHONIE ?**

Colloque du lundi 12 décembre 2016

### **VERS LA FIN DE LA GLOBALISATION, MYTHE OU RÉALITÉ ? QUELLE STRATÉGIE POUR LA FRANCE ?**

Colloque du lundi 6 mars 2017

### **ENJEUX MARITIMES DU MONDE ET DE LA FRANCE**

Colloque du lundi 20 mars 2017

**CIVILISATION, AVEC OU SANS 'S' ?**

Colloque du lundi 22 mai 2017

**OÙ VA LA TURQUIE ?**

Colloque du lundi 29 mai 2017

**L'AVENIR DES RELATIONS GERMANO-AMÉRICAINES**

Colloque du lundi 18 septembre 2017

**MAX GALLO, LA FIERTÉ D'ÊTRE FRANÇAIS**

Rencontre-hommage du mardi 21 octobre 2017

**L'ÉCOLE AU DÉFI DE L'INTÉGRATION RÉPUBLICAINE**

Colloque du lundi 27 novembre 2017

**LE MOMENT RÉPUBLICAIN EN FRANCE ?**

Colloque du lundi 11 décembre 2017

**QU'Y-A-T-IL DANS LE CHAUDRON DU MOYEN-ORIENT ?**

Colloque du lundi 12 février 2018

**DÉSERTIFICATION ET RÉANIMATION DES TERRITOIRES**

Colloque du mardi 27 février 2018

**L'EUROPE, COMMENT CA MARCHE ET COMMENT LA REDRESSER ?**

Colloque du mardi 20 mars 2018

**LES NOUVELLES ROUTES DE LA SOIE, LA STRATÉGIE DE LA CHINE**

Colloque du lundi 4 juin 2018

**FAKE NEWS, FABRIQUE DES OPINIONS ET DÉMOCRATIE**

Colloque du mercredi 20 juin 2018

**L'EUROPE FACE À L'EXTRATERRITORIALITÉ DU DROIT AMÉRICAIN**

Colloque du lundi 24 septembre 2018

**LE DROIT CONTRE LA LOI**  
Colloque du lundi 22 octobre 2018

**ORDOLIBÉRALISME, MERCANTILISME ALLEMAND ET FRACTURES  
EUROPÉENNES**  
Colloque du lundi 19 novembre 2018

**SITUATION DE L'ITALIE, RÉALITÉ ET PERSPECTIVES**  
Colloque du mercredi 5 décembre 2018

**OÙ VONT LES ÉTATS-UNIS ?**  
Colloque du mardi 29 janvier 2019

**LA BAISSÉ DE LA NATALITÉ ET LES PERSPECTIVES DE LA  
DÉMOGRAPHIE FRANÇAISE**  
Séminaire du mardi 2 avril 2019

**LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE, QU'EST-CE À DIRE ?**  
Colloque du mardi 16 avril 2019

**L'EURO VINGT ANS APRÈS, BILAN ET PERSPECTIVES**  
Colloque du lundi 6 mai 2019

**DÉFIS ÉNERGÉTIQUES ET POLITIQUE EUROPÉENNE**  
Colloque du mardi 18 juin 2019

**IMMIGRATION ET INTÉGRATION – TABLE RONDE AUTOUR DE  
PIERRE BROCHAND**  
Séminaire du mardi 2 juillet 2019

**L'IMPACT DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES SUR LE TRAVAIL ET  
L'EMPLOI**  
Colloque du mardi 24 septembre 2019

**QUELLE RECOMPOSITION GÉOPOLITIQUE DU CAPITALISME ?**  
Colloque du mardi 5 novembre 2019

**QUELLE RECOMPOSITION POLITIQUE POUR LA FRANCE ?**

Colloque du mardi 3 décembre 2019

**IRAN, ÉTATS-UNIS, OÙ LA CRISE AU MOYEN-ORIENT NOUS  
CONDUIT-ELLE ?**

Colloque du mercredi 5 février 2020

**ISLAMISME (ISLAM POLITIQUE) ET DÉMOCRATIE DANS LE MONDE  
MUSULMAN : QUELLE(S) GRILLE(S) DE LECTURE ?**

Colloque du mercredi 4 mars 2020

**L'AVENIR DE L'INDE, ENTRE INTÉRÊT NATIONAL ET ASPIRATIONS  
RÉGIONALES ET MONDIALES**

Séminaire du mercredi 9 septembre 2020

**DE L'ARRÊT DU TRIBUNAL CONSTITUTIONNEL DE KARLSRUHE DU  
5 MAI 2020 À LA RELANCE BUDGÉTAIRE ET MONÉTAIRE : LES CHEMINS  
D'UN LEADERSHIP EUROPÉEN ?**

Séminaire du mardi 22 septembre 2020

**LE RETOUR DE L'ÉTAT, POURQUOI FAIRE ?**

Séminaire du mardi 6 octobre 2020

**LA CHINE DANS LE MONDE**

Colloque du mardi 17 novembre 2020

**LA POLITIQUE DE RECHERCHE, ENJEU POUR L'AVENIR**

Colloque du jeudi 26 novembre 2020

**ENSEIGNER LA RÉPUBLIQUE**

Séminaire du 20 janvier 2021

**L'ALLEMAGNE ET LA CONSTRUCTION DE LA STABILITÉ EUROPÉENNE**

Colloque du 10 février 2021



## NOTES ET ÉTUDES :

### Parues récemment :

- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, « **Allemagne, un sursaut inattendu** », juin 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'ordolibéralisme allemand, obstacle à la puissance européenne** », mai 2020.
- **Anne-Marie Le Pourhiet**, Professeur de droit public à l'Université Rennes 1, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La gestation historique et juridique de la souveraineté nationale et populaire** », mai 2020.
- **Jean-Eric Schœttl**, conseiller d'État (h), membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **La souveraineté nationale à l'épreuve du droit européen** », mai 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **L'intégration européenne et la résurgence des nationalismes** », mai 2020.
- **Marie-Françoise Bechtel**, vice-présidente de la Fondation Res Publica, membre du Conseil d'administration de l'IFRI, ancienne parlementaire, Conseiller d'État (h), « **Peut-il y avoir une démocratie européenne ?** », janvier 2020.
- **Benjamin Morel**, maître de conférence en Droit public à l'Université Paris II Panthéon-Assas, docteur en Science politique de l'École Normale Supérieure Paris-Saclay, « **Le droit à la différenciation, les dangers d'une révision constitutionnelle** », juillet 2019.
- **Alain Dejammet**, président du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, « **Samuel P. Huntington revisité** », avril 2019.
- **Baptiste Petitjean**, ancien directeur de la Fondation Res Publica, **Joachim Imad** et **Nathan Crespy**, « **Une vue d'ensemble sur les relations commerciales internationales** », août 2018.

## NOTES DE LECTURE :

### Parues récemment :

- « **Le rôle moteur de l'État dans l'innovation** », note de lecture de l'ouvrage de Mariana Mazzucato, *L'État entrepreneur, pour en finir avec l'opposition public-privé* (2015 ; trad. Fayard, 2020), par Guillaume Mars.
- « **L'assimilation et le modèle républicain français** », note de lecture de l'ouvrage de Raphaël Doan, *Le Rêve de l'assimilation* (Passés composés, 2021), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La dépendance aux métaux rares et les contradictions de la transition énergétique et numérique** », note de lecture de l'ouvrage de Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares* (Les liens qui libèrent, 2018), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **Assiste-t-on à une renaissance des classes populaires ?** », note de lecture de l'ouvrage de Christophe Guilluy, *Le temps des gens ordinaires* (Flamarion, 2020), par Joachim Imad, directeur de la Fondation Res Publica.
- « **La relation franco-allemande et le problème de l'hégémonie en Europe** », note de lecture de l'ouvrage de Georg Blume, *Der Frankreich-Blues* (Edition Körber, Hambourg, 2017), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica, et Lise Buttin.
- « **Réhabiliter la nation, rétablir l'État** », note de lecture de l'ouvrage de David Djaïz, *Slow Démocratie – comment maîtriser la mondialisation et reprendre notre destin en main ?* (Allary Éditions, 2019), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica.
- « **France-Allemagne, rétablir l'équilibre des forces en Europe** », note de lecture du livre d'Edouard Husson, *Paris-Berlin : la survie de l'Europe* (Gallimard, octobre 2019), par Baptiste Petitjean, ancien directeur de la Fondation Res Publica.

## SOUTENEZ LA FONDATION RES PUBLICA !

Pour nourrir sa réflexion et conduire sa mission d'irrigation du débat intellectuel et d'aide à la décision publique, la Fondation Res Publica a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Leur aide est particulièrement précieuse dans un contexte de réduction de l'aide que la Fondation perçoit de l'État, en raison de restrictions budgétaires de plus en plus fortes.

*La Fondation étant reconnue d'utilité publique par décret du 30 décembre 2005, les versements que vous lui accorderez-vous feront bénéficier d'un avantage fiscal conséquent.*

### **Pour les particuliers :**

Impôt sur le revenu (IR) : la loi de finances permet **une déduction de l'impôt sur le revenu de 66 % du montant de vos dons** dans la limite de 20 % du revenu imposable.

Dans le cas d'un don de 1000 euros, vous pouvez déduire 660 euros de votre impôt sur le revenu.

### **Pour les entreprises, les organismes et les associations :**

Impôt sur les sociétés (IS) : la loi de finances permet une déduction de vos dons de l'impôt sur les sociétés (ou IR pour les sociétés de personne), **à hauteur de 60 %**, dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans).

Dans le cas d'un don de 10 000 euros, vous pourrez déduire 6 000 euros d'impôt. Votre contribution aura réellement coûté 4 000 euros à votre entreprise.

Un don supérieur ou égal à 200 euros vous permettra par ailleurs de recevoir à votre adresse les « Cahiers » de la Fondation Res Publica.

Avec tous mes remerciements,

Jean-Pierre Chevènement

Contact : +33 (0)1 45 50 39 50 ; [fondationrespublica@gmail.com](mailto:fondationrespublica@gmail.com) ou [benjelloun@fondation-res-publica.org](http://benjelloun@fondation-res-publica.org)



FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

☎ 01.45.50.39.50

[info@fondation-res-publica.org](mailto:info@fondation-res-publica.org)

Achévé  
d'imprimer  
en avril 2021